

# **Chapitre 15**

## **Les Marocains d'Allemagne**

### **Les défis de la pandémie et des nouvelles immigrations**

Khatima Bouras-Ostmann<sup>1</sup>

#### **Introduction**

La pandémie de la Covid 19 a frappé l'Allemagne à une époque de forts changements dus à l'immigration et à la mondialisation. Les relations denses entre le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne ont notamment leurs origines dans le recrutement d'une main-d'œuvre marocaine pour l'économie allemande durant les années 1960. Cette phase a été suivie par celle du regroupement familial de ces employés. Au cours du développement économique et social largement stable qui suivit, des Marocains vinrent en Allemagne surtout pour les études ou pour fonder des familles. Avec l'élargissement de l'Union Européenne vers l'Est, la crise financière européenne et l'accueil de nombreux réfugiés originaires de zones de crise, la situation a changé de manière drastique. L'augmentation du nombre de concitoyens étrangers de plus de deux tiers en une décennie, sans qu'il y ait eu une hausse de la demande en main d'œuvre ni une augmentation de l'offre en logements, affecte plusieurs domaines de la vie sociale et économique. Dans le cadre de l'afflux de réfugiés, un certain nombre de Marocains, jeunes pour la plupart, sont entrés illégalement en Allemagne. Depuis, la plupart d'entre eux ont à nouveau quitté le pays ou sont en cours d'expulsion. Actuellement, on constate un afflux de concitoyens d'origine marocaine en provenance d'autres pays européens. Les efforts menés par l'Allemagne pour l'intégration et l'insertion économique des nouveaux arrivés ont des effets considérables sur la vie des personnes déjà installées depuis longtemps dans le pays, surtout ceux ayant un passé migratoire. Aux effets de l'augmentation considérable des flux de l'immigration directe s'ajoutent les conséquences de la globalisation croissante et de la délocalisation à l'étranger de l'extraction des matières premières, de l'industrie et de l'offre des services.

Cette analyse de la situation des Marocains de l'Allemagne en 2021 est structurée en six parties. La première donne un bref aperçu de l'histoire de la migration marocaine en République fédérale d'Allemagne et des dernières évolutions européennes et internationales. La deuxième traite de l'évolution démographique des migrants marocains et leur répartition régionale dans les différents Etats fédéraux. La troisième analyse la situation socioéconomique des populations d'origine marocaine en la mettant en rapport avec les changements de la société allemande. La quatrième aborde la question de la participation à l'éducation et du transfert du patrimoine culturel par les migrants d'origine marocaine. La cinquième soulève le débat actuel sur la délinquance des Marocains, suscité par la vague d'immigration illégale. En guise de conclusion nous aborderons l'évolution de l'image du Maroc dans l'opinion publique allemande<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Traduit de l'allemand par Johara Berriane

<sup>2</sup> Concernant la situation des périodes précédentes, nous renvoyons aux éditions précédentes

## 1. L'immigration en Allemagne

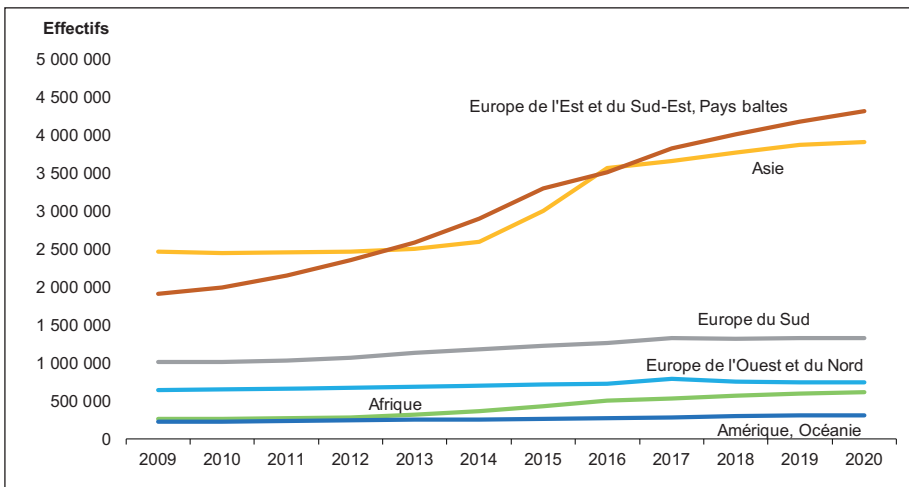
Afin de pouvoir couvrir ses besoins en main-d'œuvre, l'Allemagne recruta un grand nombre de travailleurs immigrés entre 1950 et 1973. Les premiers accords de recrutement furent signés avec l'Italie, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, la Turquie, le Maroc et la Yougoslavie. Pour les candidats à l'immigration, qui étaient majoritairement des hommes, l'installation en Allemagne était d'abord perçue comme provisoire.

L'accord de recrutement entre la République fédérale d'Allemagne et le Royaume du Maroc a été paraphé le 24 mai 1963 et avait pour objectif de permettre à l'Allemagne de recruter de la main-d'œuvre marocaine pour ses mines de charbon. Le titre de séjour était limité à cette fin. Le modèle de contrat de travail, qui devait être conclu pour une durée minimale d'un an, plaçait explicitement les travailleurs marocains sur un pied d'égalité avec leurs collègues allemands en ce qui concerne la convention collective, la rémunération, les horaires de travail, les congés et la sécurité au travail. L'employeur devait prendre en charge les frais de voyage et assurer un cours de langue ainsi que la formation des nouveaux employés. L'hébergement payant, qui devait être examiné par l'Agence pour l'Emploi, était prévu dans des foyers pour mineurs de deux à trois personnes par chambre. En outre, le contrat de recrutement prévoyait des mesures visant à endiguer l'immigration illégale de travailleurs munis de visas touristiques (AA, 1963). La majorité des Marocains vivant en Allemagne est originaire des régions du Rif et d'Oujda car à travers l'exploitation et l'exportation du minerai de fer du Rif oriental, cette région entretenait des relations particulières avec l'Allemagne.

Dans les débats publics, les migrantes étaient uniquement représentées comme femmes aux foyers accompagnant leurs maris. C'était d'ailleurs l'image que l'on avait des migrantes, à la fois celles venues du Maroc et celles issues d'autres pays, notamment celles originaires des pays de la Méditerranée. Or, cette perception des migrantes est étonnante étant donné qu'en 1970 déjà, environ un tiers des étrangers employés en Allemagne étaient des femmes. Entre 1960 et 1973, leur nombre a été multiplié par seize, passant de 43.000 à 700.000. Pour la majorité des migrantes aussi, le travail était la principale raison de leur présence en Allemagne. En 1970, plus de la moitié des femmes étrangères vivant en Allemagne, soit 55%, étaient actives et travaillaient surtout dans les industries de l'agro-alimentaire et du textile. Elles étaient aussi recrutées dans les métiers de services domestiques devenant de plus en plus précaires. Les hommes étaient surtout employés dans le secteur de l'industrie, en particulier dans les travaux publics, les mines et la sidérurgie. Les immigrés marocains étaient particulièrement réputés pour leur fiabilité et leur assiduité (Bouras-Ostmann, 2014). Après l'arrêt du recrutement en 1973, les arrivés de migrants marocains continuaient en raison du processus de regroupement familial. C'est pour cette raison que les effectifs des migrants marocains ont continué à augmenter de manière significative jusqu'en 1985. Dans les années 1990, les origines régionales des migrants marocains en Allemagne se sont diversifiées comme Fès, Tanger, Rabat, Casablanca ou Marrakech (Berriane, 2014b). Les motifs de l'immigration étaient surtout le regroupement familial et les études.

Avec la disparition du rideau de fer à la fin des années 1980 et jusqu'à 1998, un afflux considérable de demandeurs d'asile eut lieu. Puis, le 1er mai 2004, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie, la République Tchèque, la Hongrie et Chypre intégrèrent l'Union européenne, suivies le 1er janvier 2007 par la Bulgarie et la Roumanie. S'en suivit un grand afflux vers l'Allemagne de populations originaires surtout de Pologne, Hongrie, Bulgarie et Roumanie. Entre 2009 et 2020, le nombre de concitoyens originaires d'Europe de l'Est, d'Europe du Sud-Est et des pays baltes installés en Allemagne a augmenté de 125% (StBA, 2021c).

**Figure 1 : Population étrangère en République Fédérale d'Allemagne par région d'origine**



Source : StBA 2021c

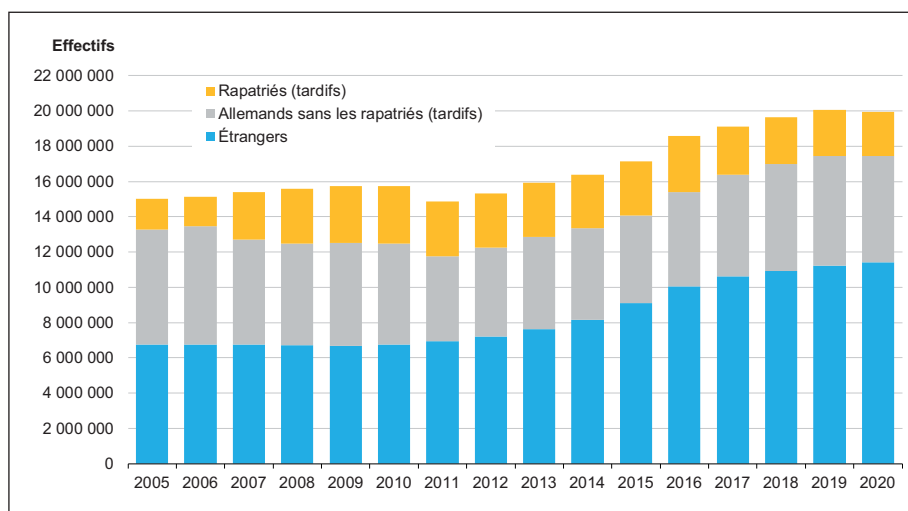
A partir de 2010, l'immigration en Allemagne de ressortissants des pays du sud de l'Europe, particulièrement touchés par la crise financière, a aussi considérablement augmenté. Enfin, à partir de 2015, les flux de réfugiés venus du Moyen Orient se dirigent principalement vers l'Europe et tout particulièrement l'Allemagne, en raison de sa politique d'asile et de sa situation économique. Comparée à la plupart des autres États de l'Union européenne et notamment ceux ayant adhéré récemment, l'Allemagne était particulièrement disposée à accueillir des réfugiés. C'est pour cette raison que le nombre de concitoyens originaires de pays d'Asie a augmenté de 60% depuis 2010. Mais les crises dans beaucoup de pays africains ont également contribué, après une baisse temporaire en 2008, à une augmentation dépassant les 130% des effectifs des originaires de cette région. Depuis 2017, la croissance de la population étrangère en République fédérale s'est ralentie. En 2020, première année de la crise liée à la Covid-19, cette croissance a encore légèrement diminué (StBA, 2021c).

Après un creux intermédiaire d'environ 6,7 millions en 2009, près de 11,5 millions d'étrangers vivaient en République fédérale en 2020. Cela correspond à une augmentation de plus de 70 % du nombre des étrangers, qui représentent

aujourd'hui environ 14 % de la population totale. Traditionnellement, la migration vers l'Allemagne est européenne, mais ces dernières années, les flux originaires des pays asiatiques ont fortement augmenté. Avec 1,5 million de personnes, les Turcs représentent toujours le plus grand groupe, soit 13% des résidents étrangers. Ils sont suivis par les ressortissants des pays de l'Ex-Yougoslavie qui représentent 11%, de la Pologne 8%, de la Syrie et de la Roumanie chacune 7%, de l'Italie 6%, et de la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie regroupées 4% (StBA, 2021c).

Etant donné que beaucoup d'anciens migrants étrangers ont obtenus la nationalité allemande, les données statistiques portant sur les nationalités ne donnent qu'une image incomplète des migrations surtout lorsqu'il s'agit des jeunes générations. Des données plus détaillées prenant en compte les antécédents migratoires sont disponibles dans le micro-recensement<sup>3</sup>. Selon cette source, presque un quart de la population de la République Fédérale d'Allemagne dispose d'un antécédent migratoire dans le sens restreint du terme<sup>4</sup>. Et vu que les rapatriés tardifs (Spätaussiedler) disposent de la nationalité allemande, ils n'apparaissent pas dans ces statistiques (StBA, 2021d).

**Figure 2 : Population avec antécédent migratoire en République Fédérale d'Allemagne**



Source : StBA 2021d

<sup>3</sup> Le micro-recensement allemand se base sur le recensement de la population globale et sur un dénombrement à travers des échantillons réguliers. C'est ainsi que 1% des ménages en Allemagne sont interrogés annuellement sur leur situation économique et sociale. Cependant il n'existe pas de données annuelles pour tous les domaines et tous les pays d'origine (StBA 2021d).

<sup>4</sup> Une personne est considérée comme ayant un antécédent migratoire lorsqu'elle-même ou au moins un de ses deux parents n'a pas reçu la nationalité allemande par naissance.

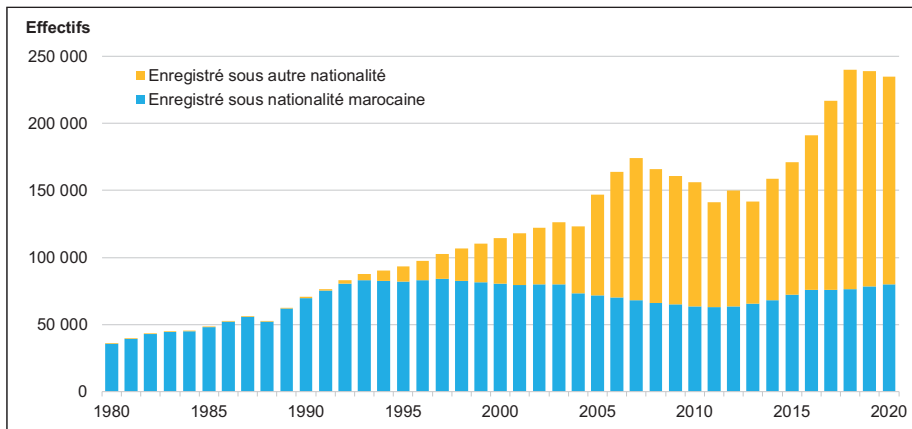
## 2. L'évolution démographique des migrants marocains en Allemagne

### *Evolution des effectifs de la population*

Le nombre de résidents en Allemagne d'origine marocaine augmente de façon continue. Dans les statistiques allemandes, les personnes ayant une double nationalité dont l'allemande apparaissent comme allemandes et non comme étrangères. Avec un potentiel de naturalisation épuisé de 6,1% en 2020, le taux de naturalisation des Marocains est sept fois plus élevé que celui des Turcs. Si on considère que la naturalisation représente un indice d'intégration, on peut dire que les citoyens d'origine marocaine font particulièrement preuve d'une volonté d'intégration. En effet, des travaux scientifiques ont pu montrer que les Marocains ont une attitude positive vis-à-vis de l'Allemagne (Schneiders, 2013).

Ainsi, outre les Marocains sans nationalité allemande, il est nécessaire de prendre en compte ceux qui ont été naturalisés ainsi que leurs enfants. La mise à jour du micro-recensement en 2020 indique qu'environ 235.000 personnes ont un antécédent migratoire marocain (StBA, 2021d). Parmi eux, la grande majorité, soit plus de 155.000, n'étaient pas enregistrés sous la nationalité marocaine, mais sous la nationalité allemande ou une autre nationalité (StBA, 2021c).

**Figure 3 : Concitoyens ayant une origine migratoire marocaine**



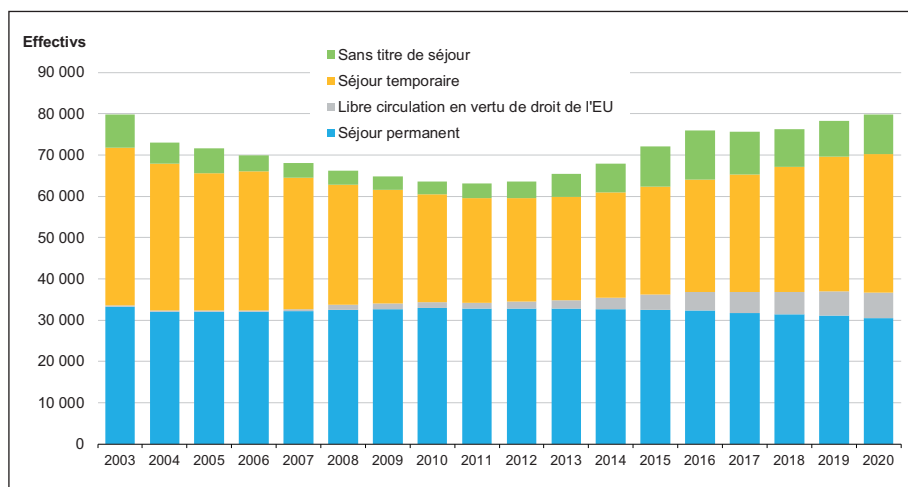
Source : StBA 2017; StBA 2021d

Sur les quelques 80.000 restants enregistrés sous la nationalité marocaine, plus de 30.000 disposaient d'un titre de séjour permanent et environ 34.000 d'un titre de séjour temporaire. Dans le contexte d'arrivée massive de flux de réfugiés, un grand nombre de personnes, jeunes pour la plupart, issues des grandes villes marocaines, sont entrées en République fédérale de façon irrégulière. De ce fait, le groupe des Marocains sans titre de séjour a fortement augmenté entre 2010 et 2016. Mais depuis, leur nombre a de nouveau diminué, avec 9.445 personnes en 2020.

En règle générale, en Allemagne, les demandes d'asile des Marocains sont refusées. En 2020, seuls 1.350 Marocains avaient un permis de séjour pour raisons

humanitaires, politiques ou en application du droit international. 950 autres ont reçu un permis de séjour après avoir déposé une demande d'asile. 2.385 ont obtenu une suspension temporaire de l'expulsion. Les 6 110 personnes restantes sans titre de séjour, ou bénéficiant d'une tolérance pourraient être invitées à retourner au Maroc à tout moment (StBA, 2021c).

**Figure 4 : Statut de résidence des Marocains en Allemagne**



Source : StBA 2005, StBA 2021c

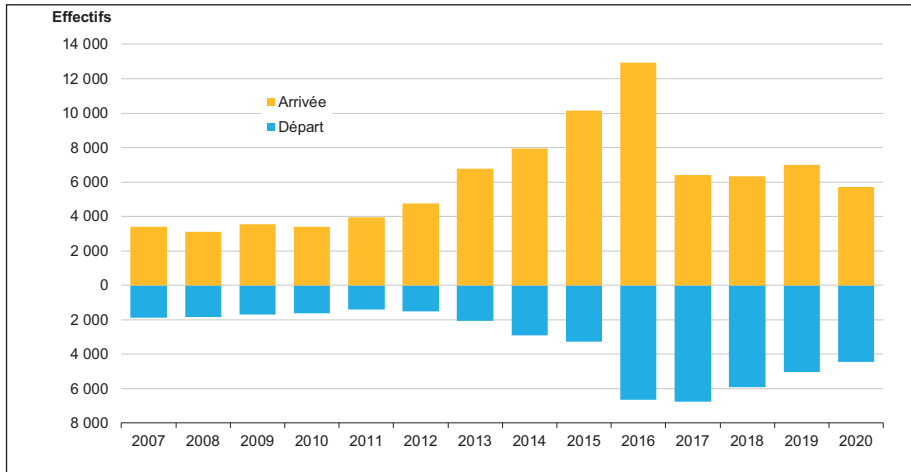
Avec la diminution du nombre de Marocains arrivés illégalement et vivant dans des conditions sociales difficiles, la délinquance des jeunes d'origine marocaine s'est à nouveau nettement normalisée ; ce point sera discuté plus en détail plus loin.

L'afflux mentionné auparavant de Marocains sans titre de séjour jusqu'en 2016 et leur départ à nouveau ont fortement perturbé les mouvements des registres au cours des dix dernières années. En outre, une immigration de Marocains en provenance d'autres pays de l'Union européenne a commencé. Cette dernière est probablement due en grande partie à la situation difficile du marché du travail, notamment dans le sud de l'Europe. En 2020, 4.455 départs et 265 décès ou radiations ont été enregistrés contre 5.715 arrivées et 605 naissances. La faible proportion de naissances et d'arrivées d'enfants marocains de moins de 5 ans s'explique par le fait que les enfants nés en Allemagne obtiennent généralement, dans un premier temps, la nationalité allemande (BMJ, 2016). La part des migrants qui retournent au Maroc après leur retraite professionnelle est apparemment faible (StBA, 2021a). Un retour serait également rendu difficile par le fort ancrage des jeunes générations en Allemagne (Bouras, 2006 ; Schneiders, 2013).

Le nombre d'arrivées et de départs (sans les naissances, les décès et les radiations) a de nouveau diminué de moitié entre 2016 et 2020. Il est cependant encore plus de deux fois supérieur à celui de 2010. Sous l'effet des restrictions de voyage en situation pandémique, le nombre d'arrivées et de départs n'a que légèrement

diminué en 2020. Près des deux tiers d'entre eux concernaient le sexe masculin. Dans le cadre de la libre circulation des personnes au sein de l'Union européenne, les Marocains se rendent en Allemagne principalement pour des raisons économiques. Pour les autres Marocains titulaires d'un titre de séjour, les raisons semblent être en premier lieu le regroupement familial, le mariage ou les études (BpB, 2016 ; StBA, 2021a).

**Figure 5 : Bilan des arrivées et des départs des ressortissants marocains en 2016**



Source : StBA 2021a

### ***La structure par âge des Marocains d'Allemagne***

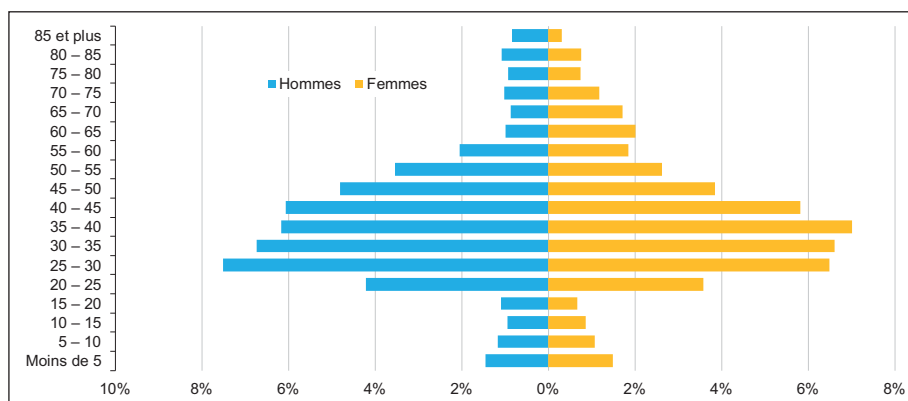
Les tailles des ménages d'origine étrangère sont généralement plus grandes que celles des ménages allemands constitués en moyenne de deux personnes. Ceux d'origine marocaine sont constitués en moyenne de trois personnes, avec des variations selon les cas qui vont du ménage d'étudiant composé d'une personne aux parents qui hébergent encore leurs enfants. Une famille avec un antécédent migratoire marocain a en moyenne 2,2 enfants. Le nombre moyen d'enfants est encore un peu plus élevé (2,6) dans les familles issues de l'immigration syrienne (StBA, 2021d).

La pyramide des âges des Marocains vivant en Allemagne montre l'importance de la tranche d'âge 25 à 45 ans. Les enfants et les adolescents ne sont presque pas représentés, étant donné que généralement les enfants nés en Allemagne bénéficient de la nationalité allemande (BMJ 2016). Le faible poids des femmes parmi les seniors âgés de plus de 75 ans s'explique par l'histoire migratoire des Marocains en Allemagne qui ne date que de 60 ans et par les écarts d'âge traditionnellement courants entre les conjoints (StBA, 2021c).

La population totale de la République fédérale d'Allemagne montre une forte tendance au vieillissement (StBA, 2021b), processus qui ne concerne pas uniquement l'Allemagne, mais la plupart des nations industrielles occidentales. L'augmentation de l'espérance de vie et la baisse simultanée des taux de natalité

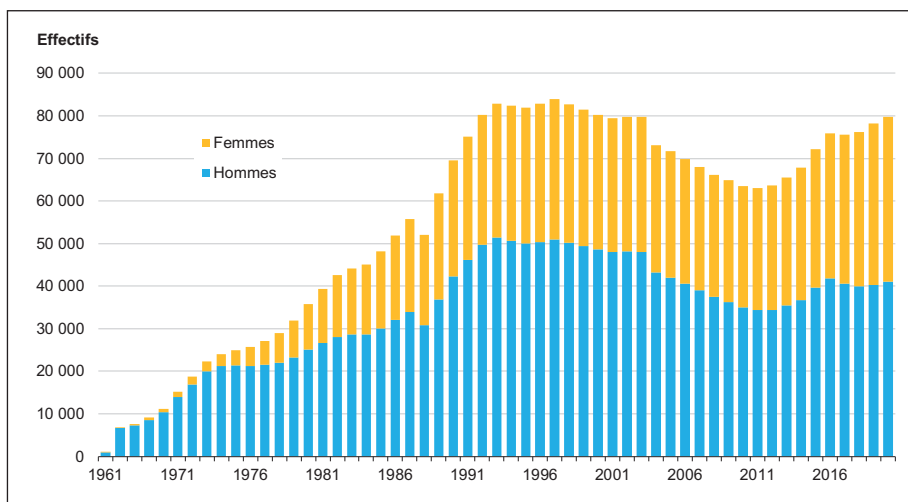
entraînent une augmentation à long terme de l'âge moyen de la population. Cela entraîne des difficultés considérables en matière de retraite et de prise en charge des personnes âgées. En comparaison, les migrants originaires du Maroc sont nettement plus jeunes et peuvent, grâce à leurs structure démographique et leur activité professionnelle, contribuer dans le cadre du pacte intergénérationnel allemand au système de retraite.

**Figure 6 : Répartition par âge des Marocains en Allemagne en 2020**



Source : StBA 2021c

**Figure 7 : Les citoyens marocains par sexe**



Source : StBA 2012; StBA 2021c



### ***Evolution de la structure par sexe***

Conformément à la demande d'emploi, la migration marocaine vers l'Allemagne était avant tout masculine. Mais dans le cadre du regroupement familial, nombreux sont les hommes qui ont fait venir leurs femmes et leurs enfants. Il est intéressant de noter que les Marocains qui viennent en Allemagne pour les études sont aussi majoritairement des hommes. Ceci semble être aussi le cas des Marocains rentrés récemment en Allemagne de façon irrégulière. Par rapport au nombre total de concitoyens originaires du Maroc (Figure 3), l'influence de la naturalisation sur les statistiques est ici encore flagrante (StBA, 2021c).

Les originaires du Maroc épousent deux fois plus souvent un partenaire sans antécédent migratoire que ceux d'origine turque. Ceci concerne surtout les hommes. En 2020, 73% des femmes et 87% des hommes mariés à des Marocains installés en Allemagne avaient eux-mêmes un antécédent migratoire (StBA, 2021d).

### ***La répartition régionale des Marocains en Allemagne (Figure 8)***

La répartition des Marocains d'Allemagne qui avait été décrite dans la dernière édition de Marocains de l'extérieur (2017) n'a pas beaucoup changé. Et comme toujours, l'échantillon limité du micro-recensement, ne renseigne pas pour tous les Länder sur les populations ayant un antécédent migratoire. De façon générale, aujourd'hui, environ 43% des personnes ayant un antécédent migratoire marocain et vivant en Allemagne sont concentrées en Rhénanie-du-Nord-Westphalie et presque 32% vivent en Hesse. Cette répartition géographique s'explique par l'histoire migratoire, les premiers travailleurs marocains ayant été appelés surtout pour l'exploitation des mines, la sidérurgie et l'industrie automobile (Berriane et al., 1996). Ces secteurs économiques sont très représentés dans le bassin du Rhin-Ruhr et du Rhin-Main. Par contre dans les nouveaux Etats fédéraux de l'Est, moins que 2% de ces habitants d'origine marocaine sont installés (StBA, 2021d). Plusieurs parmi eux sont venus en Allemagne pour étudier (StBA, 2021g) et une fois leurs études terminées, nombreux sont ceux qui - comme les Allemands - migrent vers les anciens états fédéraux en Allemagne de l'Ouest, surtout en raison des meilleures perspectives professionnelles et de revenus. Et vu le fonctionnement des réseaux familiaux, les destinations des diplômés marocains sont souvent à nouveau la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et la Hesse.

## **3. La situation socioéconomique des migrants marocains**

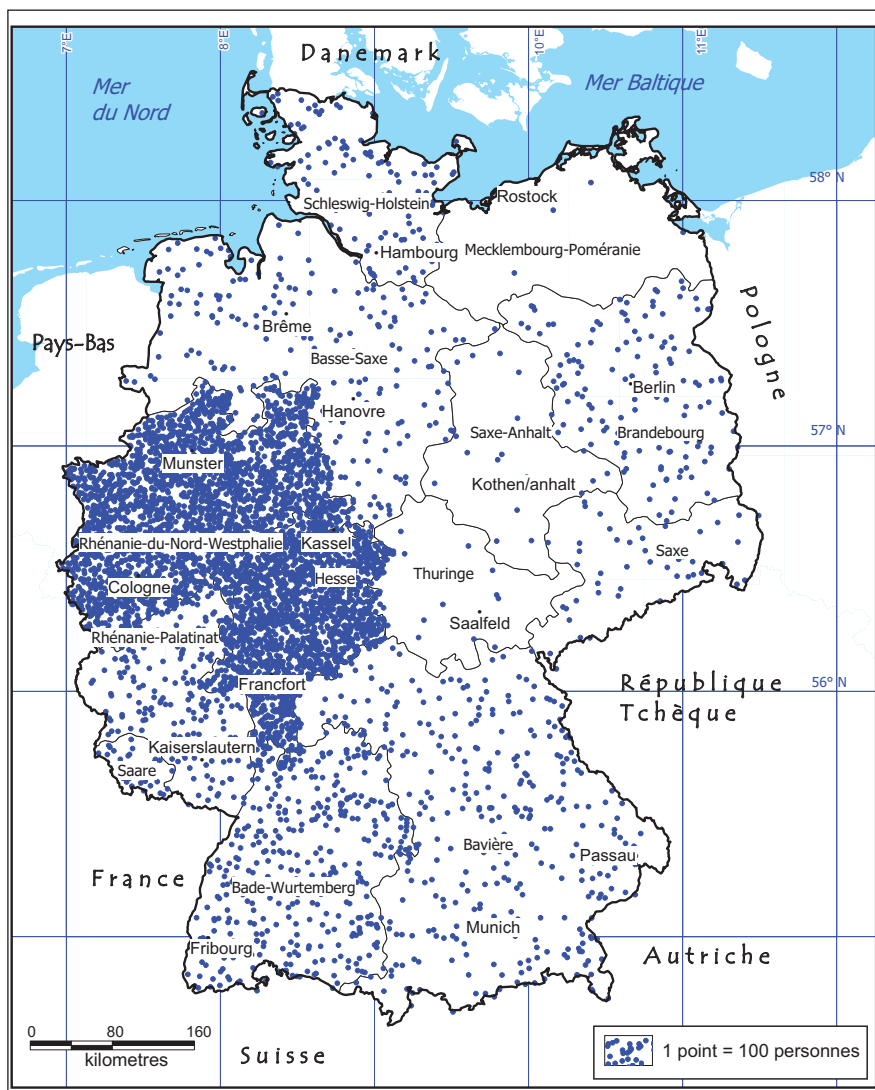
Contrairement au déploiement géographique des Marocains sur le territoire allemand qui n'a pas beaucoup bougé depuis la dernière analyse, leur situation socio-économique de 2021 a beaucoup souffert de la crise sanitaire planétaire de la Covid 19.

### ***L'impact de la Covid-19 sur l'économie allemande***

L'économie de la République fédérale est fortement touchée par la crise du Covid-19. Cela ne concerne pas seulement le secteur de la restauration et des voyages. Comme réaction à cette crise, l'outil du chômage partiel permet aux entreprises de réduire temporairement le temps de travail de tout ou d'une partie de leurs employés et les dépenses qui y sont liées, sans résilier les contrats de travail. Les indemnités de chômage partiel destinées à compenser en partie

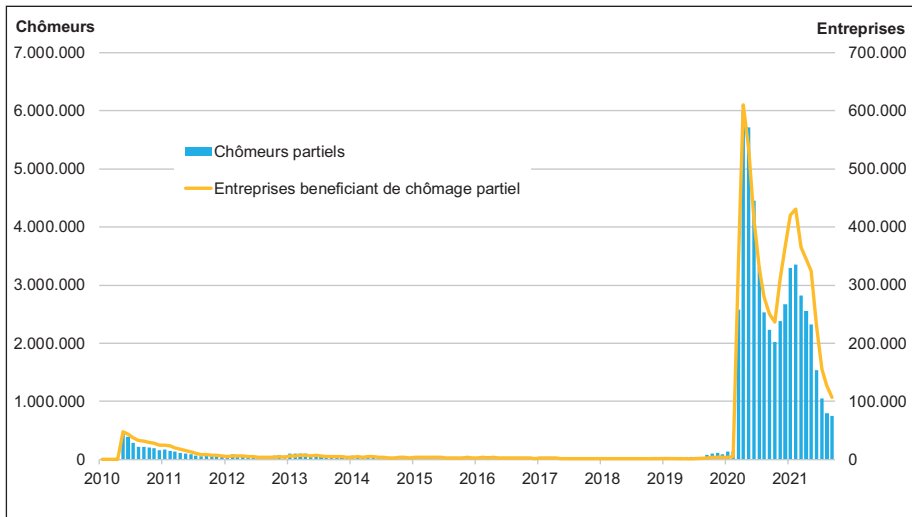
le manque à gagner des salariés sont versées à partir des fonds de l'assurance chômage. De nombreux employeurs complètent l'allocation de chômage partiel par leurs propres subventions (BMF, 2021 ; BT, 2019). En avril 2020, un pic de longue durée a été atteint avec près de 6 millions de salariés indemnisés au titre du chômage partiel conjoncturel dans plus de 600.000 entreprises. Les valeurs extrapolées pour septembre 2021 étaient toujours de plus de 750.000 chômeurs partiels dans plus de 105.000 entreprises (BA, 2021e).

**Figure 8 : Répartition régionale en République Fédérale d'Allemagne des citoyens issus de l'immigration marocaine en 2020**



Source : StBA 2021c; StBA 2021d

**Figure 9 : Entreprises en chômage partiel indemnisées au titre du chômage partiel conjoncturel**



Source : BA 2021d; BA 2021e

Suite à la pandémie, les conditions d'obtention de l'allocation de chômage partiel ont été facilitées et la durée maximale d'indemnisation a été augmentée. En plus de cette instrument du chômage partiel, d'autres aides financières importantes sont mises à disposition. L'aide de transition permet aux entreprises et aux travailleurs indépendants de demander des subventions pour les coûts fixes et parfois des subventions pour les fonds propres en cas d'une baisse du chiffre d'affaires de plus de 30 %. Les indépendants sans frais fixes significatifs peuvent également bénéficier d'une aide au redémarrage. Pour les entreprises particulièrement touchées, il existe des aides individuelles en cas de difficultés, si d'autres programmes d'aide ne sont pas possibles.

Un fonds spécial de 2,5 milliards d'euros est mis à disposition pour les manifestations culturelles. Les entreprises, les indépendants et les professions libérales en difficulté financière suite à la crise de la Covid-19, peuvent obtenir des crédits spéciaux de la « Kreditanstalt für Wiederaufbau ». Pour les entreprises particulièrement importantes de l'économie, un fonds de stabilisation économique fournit des garanties de crédit et des recapitalisations pour un volume total de 850 milliards d'euros. Les petites et moyennes entreprises peuvent recourir à des programmes publics de contre-garanties. À cela s'ajoute une série d'allègements fiscaux, tels que des subventions exonérées d'impôt versées par les employeurs pour les allocations de chômage partiel, le report du paiement des impôts et la suspension des mesures d'exécution, de meilleures possibilités d'amortissement, un forfait pour le travail à domicile et des taux de TVA temporairement réduits (BMF, 2021).

Pour soutenir la conjoncture, les investissements dans les domaines de l'administration publique et de la défense sont privilégiés. Le développement

d'un réseau de téléphonie mobile à haut débit sera accéléré. Les incitations en faveur de nouvelles techniques de propulsion dans l'industrie automobile et de la rénovation énergétique des bâtiments seront renforcées. La science et la recherche recevront d'importantes subventions supplémentaires (Fuest, 2020).

Le marché du travail allemand a jusqu'à présent fait preuve d'une grande élasticité face aux effets de la pandémie et de la forte augmentation de l'immigration (BA, 2021a ; StBA, 2021d), comme en témoigne la faible augmentation du nombre de chômeurs au cours des dernières années. Il faut toutefois tenir compte du fait que les mesures de soutien prises, telles que les indemnités de chômage partiel, les aides à la stabilisation, la protection contre l'insolvabilité et l'augmentation des investissements publics, entraînent des dépenses communautaires très importantes. La taxe carbone sur les combustibles fossiles et, en de nombreux endroits, les taxes immobilières ont déjà été augmentées. D'autres augmentations d'impôts sont débattues par les politiques.

### *Une concurrence accrue sur le marché du travail*

Avant la Covid-19, la situation en République fédérale avait déjà considérablement évolué en quelques années en raison de la forte augmentation du nombre de ressortissants étrangers. Cette situation est fondamentalement différente de celle qui prévalait lors du recrutement historique de la main-d'œuvre migrante pour l'économie allemande, qui sur la base de contrats bilatéraux devait en règle générale combler un besoin spécifique des entreprises allemandes. Ces personnes venaient très souvent d'un milieu rural et de pays stables et sans conflits internes et ne fuyaient pas des guerres. A leur arrivée en Allemagne, les employeurs et l'Etat leur assuraient en général un logement, un cours de langue et un emploi afin que leur intégration économique dans la société allemande puisse se faire aussitôt.

Aujourd'hui, à travers l'élargissement de l'Union européenne, un grand nombre de travailleurs originaires de l'ancien bloc de l'Est et de l'Ex-Yougoslavie viennent en Allemagne. Outre les facilités déjà existantes pour les diplômés universitaires, la loi sur l'immigration de main-d'œuvre qualifiée, entrée en vigueur en 2020, simplifie l'arrivée de non-universitaires disposant d'un diplôme professionnel reconnu et venant de l'extérieur de l'Union européenne (BGBI, 2019). De plus en plus de maçons, jardiniers, aides-soignants et aides ménagères travaillant en Allemagne sont originaires des pays d'Europe de l'Est. Mais des professionnels des soins en provenance d'Asie et de la gastronomie en provenance d'Afrique sont également en formation selon les normes allemandes (BMW, 2021b). La prise en charge des réfugiés qui affluent depuis quelques temps vers l'Allemagne revient d'abord à l'Etat et doit être financée à travers les fonds publics. L'organisation de l'hébergement et des programmes d'intégration représente un grand défi pour la société allemande. S'ajoutant aux autres migrants à la recherche d'emploi, les réfugiés rentrent en compétition directe avec des personnes actives installées depuis plus longtemps en Allemagne. Ceci concerne autant les employés que les travailleurs indépendants.

En outre dans le cadre de la mondialisation qui progresse, on assiste à des processus de délocalisation des services vers des pays où le coût du personnel est plus bas et l'appel sans cesse aux services fournis à distance dans le cadre de la pandémie accélère cette évolution.

Des entreprises d'Europe de l'Ouest ouvrent des filiales en Europe de l'Est, en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud dans le but de conquérir les marchés domestiques sur ces continents. Les employés de ces succursales sont payés selon les tarifs du marché du travail local, soit pour le même travail, des salaires plus bas que ceux de leurs collègues en Allemagne. Dans le domaine des emplois plus qualifiés, la concurrence internationale en Allemagne prend aussi de l'ampleur. Beaucoup d'entreprises allemandes emploient des spécialistes d'origines indienne, chinoise, russe ou ukrainienne en Allemagne ou dans leurs succursales étrangères. Par exemple, selon des communiqués de presse, la société Stellantis prévoirait le transfert des emplois du centre de développement d'Opel en Allemagne à Kénitra.

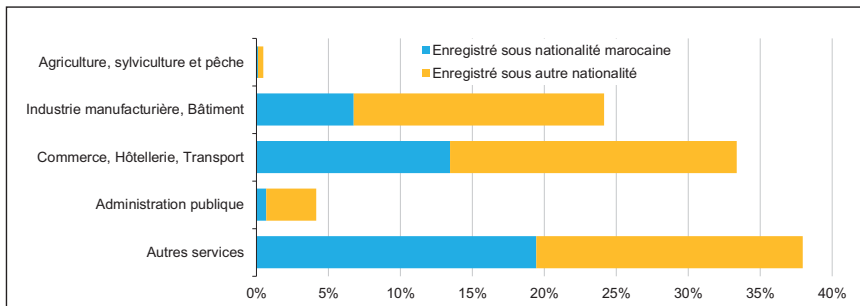
### *Les activités professionnelles des migrants marocains*

On remarque au fil des années un changement des secteurs d'activité des Marocains d'Allemagne. Alors qu'au départ le recrutement avait eu pour but de combler le besoin en main-d'œuvre dans le secteur primaire de l'extraction minière, la majorité des employés marocains se sont vite retrouvés dans le secteur secondaire de l'industrie manufacturière et l'industrie du bâtiment (BA, 2012).

Aujourd'hui, c'est le secteur tertiaire qui domine en employant 83% des actifs occupés. Selon le micro-recensement, cela concerne également les employés d'origine marocaine dans leur ensemble. En 2020, 75% de ces derniers étaient actifs dans le secteur des services et 24% dans les secteurs manufacturiers et le bâtiment. Dans le secteur tertiaire, les Marocains travaillent avant tout dans les secteurs de la santé, du commerce, la restauration et l'hôtellerie et la logistique dans divers autres services.

Récemment, le nombre de travailleurs d'origine marocaine a augmenté, en particulier dans les secteurs de la santé, des services divers et même à nouveau dans le secteur de la construction, où des migrants d'origine marocaine d'autres pays de l'Union européenne pourraient aussi avoir trouvé du travail. Malgré la pandémie, une légère augmentation a été constatée dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, qui a toutefois relativement perdu de son importance.

**Figure 10 : Employés issus de l'immigration marocaine par secteur économique en 2020**



Source : BA 2021b; StBA 2021d

Environ un quart des Marocains actifs assujettis à la sécurité sociale sont des femmes. Celles-ci représentent cependant presque deux tiers des Marocains

exerçant une activité professionnelle mineure. En effet, en raison des charges familiales, beaucoup de femmes se contentent d'emplois à temps partiel et gagnent moins de 450 euros par mois et ne sont donc pas assujetties à la sécurité sociale (BA, 2017c ; Destatis, 2017d). Cette tendance s'est même renforcée durant les dernières années (BA, 2021b ; StBA, 2021d).

**Tableau 1 : Marocains par secteur d'activité en 2020**

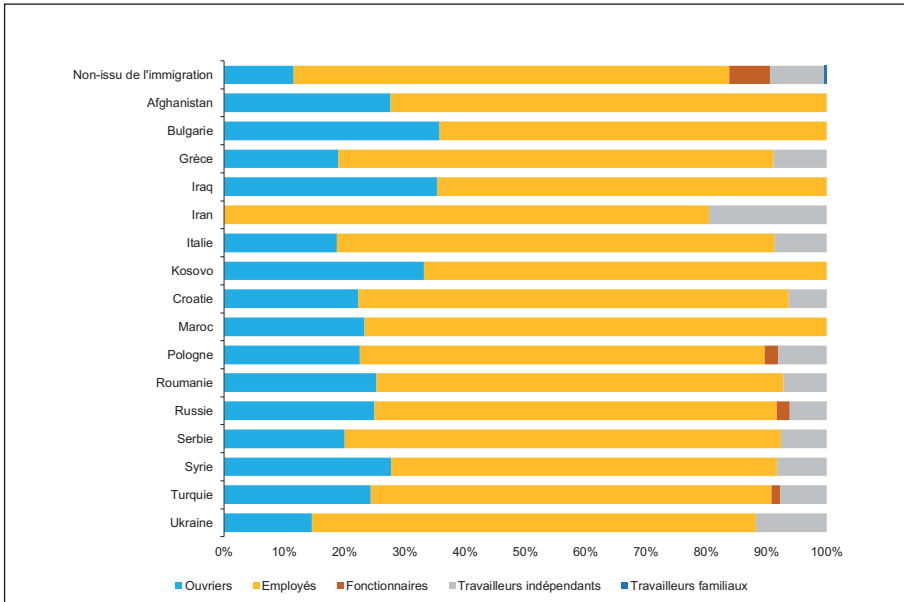
Secteur économique	Total	Assujettis à la protection sociale	Activités minimales
A Agriculture, sylviculture et pêche	0,2%	0,1%	0,0%
B Industrie minière ; D Energie ; E Alimentation en eau, Traitement des déchets	1,5%	1,5%	0,0%
C Industrie manufacturière	11,0%	10,5%	0,5%
F Industrie du bâtiment	4,2%	3,9%	0,3%
G Commerce ; Maintenance et réparation de voitures	12,0%	10,3%	1,7%
H Transport et Entreposage	10,0%	9,3%	0,8%
I Hôtellerie et Restauration	11,3%	8,9%	2,4%
J Information et Communication	2,4%	2,2%	0,2%
K Finances et Assurances	0,6%	0,6%	0,0%
L Immobilier ; M Services libérales, scientifiques et techniques	4,4%	3,7%	0,6%
N Autres services économiques	22,8%	17,3%	5,5%
O Administration publique, Défense ; Sécurité sociale ; U Organismes extraterritoriaux	1,6%	1,6%	0,0%
P Éducation et enseignement	2,0%	1,6%	0,4%
Q Domaine de la santé et services sociaux	12,3%	11,3%	1,0%
R, S Autres services ; T Travail domestique	3,8%	2,2%	1,6%
9 Aucun classement possible	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>84,9%</b>	<b>15,1%</b>

Source : BA 2021b

Selon la théorie économique, le passage du secteur économique primaire au secteur tertiaire en transitant par le secteur secondaire est un processus normal et prévisible. Cependant chez les Marocains d'Allemagne, ce passage d'un secteur à l'autre était très important et s'est accompagné de grands risques pour les employés. La main-d'œuvre peu ou pas qualifiée du secteur des services est particulièrement facile à remplacer. Car en raison des faibles coûts d'investissement, le secteur des services connaît beaucoup de réaménagements et des fermetures, lorsque la rentabilité est trop faible. Le secteur des services est en outre particulièrement touché par la crise causée par la pandémie de Covid-19 (Fuest, 2020). Ceci semble aussi se refléter dans le revenu des concitoyens d'origine marocaine puisqu'en 2020, ces derniers avaient un revenu moyen de 2.699 euros net par ménage. Ce revenu moyen était de ce fait beaucoup plus bas que celui des concitoyens sans antécédent migratoire ou originaires des autres pays d'immigration classique comme l'Italie, la Grèce ou la Turquie. Les originaires des pays de l'Est comme la Roumanie ou la Pologne qui travaillent en Allemagne ont aussi des revenus sensiblement plus élevés. Dans les familles d'origine marocaine, le

revenu net par personne était de 1.080 euros, soit un revenu bien inférieur à celui des originaires de Turquie ou des autres pays déjà cités. Ceci est également lié au nombre relativement élevé d'enfants mentionné plus haut. Les immigrés d'origine syrienne ou irakienne ont des revenus nets par ménage et personne encore plus bas.

**Figure 11 : Position professionnelle des originaires d'une sélection de pays - 2020**



Source: StBA 2021d

Les différences de revenus entre les familles issues de la migration et les autres s'expliquent probablement aussi par l'histoire migratoire, durant laquelle on a surtout recruté des populations originaires de régions rurales avec un niveau d'instruction plutôt bas pour des emplois de basse qualification et aux revenus faibles. Ceci concerne cependant aussi dans l'ensemble les autres pays de recrutement classique. Vu qu'une partie de ces pays soit aujourd'hui membre de l'Union européenne, un nombre important de travailleurs qualifiés et universitaires de ces pays, qui peuvent accéder à des revenus supérieurs, ont aussi immigré vers l'Allemagne. Par ailleurs, les originaires d'autres régions semblent être plus engagés dans la création d'entreprises, ce qui peut aussi mener à des revenus plus élevés.

Concernant l'évolution de la situation socioéconomique générale, il faut aussi prendre en considération le fait, qu'en raison de la forte immigration des dernières années, les prix du logement ont considérablement augmenté, ce qui réduit encore plus le revenu disponible après la déduction des frais du logement.

En plus du statut professionnel comme salarié, employé, fonctionnaire ou travailleur indépendant, c'est aussi la source du revenu actuel qui joue un rôle décisif pour le niveau du revenu net. Chez les concitoyens d'origine marocaine,



on observe une forte dépendance vis-à-vis des allocations de chômage et autres types de soutien de l'Etat. Cette dépendance est supérieure à celle des originaires de Grèce ou d'Italie ainsi que de ceux originaires d'autres pays d'émigration classiques ou encore les employés venus des nouveaux pays membres de l'Union Européenne. Et contrairement aux non migrants et aux originaires de Turquie ou de Pologne, les migrants d'origine marocaine n'ont pas de revenus significatifs issus de différentes rentes comme le produit de loyers et d'intérêts issus de placements bancaires (StBA, 2021d). Cela peut s'expliquer par des raisons similaires à la faible représentation de l'entrepreneuriat.

### *L'évolution du chômage*

La hausse importante du taux de chômage au cours de la dernière décennie parmi les ressortissants d'origine marocaine est certainement un résultat des changements structurels en cours de l'économie allemande. Mais en même temps, on peut déjà observer ici les retombées d'une concurrence renforcée autour des emplois existants. Les mesures concernant le Covid-19 ne semblent toutefois pas avoir changé la situation jusqu'à présent. Chez les Marocains, le taux de chômage était de 10,3% en 2021, soit un taux environ deux fois plus élevé que celui des ressortissants d'autres pays d'émigrations classiques vers l'Allemagne, comme la Grèce ou l'Italie (StBA, 2021d).

Apparemment ce sont surtout les Marocains récemment arrivés en Allemagne qui ont le plus de difficultés à accéder au marché du travail allemand. Rapporté au nombre total d'actifs assujettis aux cotisations de la sécurité sociale, aux personnes employés à temps partiel et aux chômeurs, le taux de chômage des migrants d'origine marocaine inscrits comme citoyens marocains était de 20,4% en 2021. Avec un taux de chômage de 27,3%, la situation des femmes marocaines est particulièrement précaire (BA, 2021a ; BA, 2021c) surtout que dans le domaine des emplois peu qualifiés, beaucoup d'emplois ont été supprimés durant les dernières années. De plus, la législation allemande du travail favorise l'embauche des nationaux et des membres de l'Union Européenne pour des emplois vacants aux dépens des ressortissants de pays tiers. Ces règles rendent la recherche d'emploi pour les Marocains sans titre de séjour et sans autorisation de travail particulièrement difficile.

Le taux de chômage encore plus élevé parmi les ressortissants de certains pays d'Asie explique la situation de forte concurrence sur le marché du travail. Il faut préciser ici que les étrangers n'apparaissent dans les statistiques officielles du chômage ou de la recherche d'emploi que lorsqu'ils sont autorisés à mener une activité professionnelle en Allemagne. Le suivi des chiffres des sans-emplois laisse aussi pressentir un renforcement des effets de la concurrence sur le marché du travail dans les années à venir. Cette évolution se fera au fur et à mesure des nouvelles arrivées et de l'augmentation du nombre de ceux qui acquièrent les conditions légales et linguistiques nécessaires pour une embauche et qui intégreront le marché de l'emploi allemand. L'évolution des effets de la pandémie reste également à déterminer.



**Tableau 2 : Chômeurs et demandeurs d'emploi pour certaines nationalités en 2021**

	Total	Allemagne	Étranger	Afghanistan	Bulgarie	Grèce
Chercheurs d'emploi	4 536 314	3 127 185	1 393 178	65 017	68 833	36 165
Chômeurs	2 687 191	1 861 763	815 921	36 999	39 824	20 720
Hommes	1 497 324	1 050 128	441 171	21 873	18 097	11 478
Femmes	1 189 856	811 629	374 745	15 126	21 727	9 242
15 - 24 ans	228 282	159 845	67 368	6 568	3 480	1 460
25 - 54 ans	1 835 717	1 186 415	641 996	27 539	32 532	14 731
55 ans et plus	623 060	515 429	106 499	2 887	3 808	4 528
Taux de chômage	6,6%	5,4%	14,1%	31,6%	18,5%	11,2%
Hommes	7,1%	5,9%	12,8%	23,8%	14,4%	10,7%
Femmes	6,2%	4,8%	15,9%	60,2%	24,1%	12,0%
	Iraq	Italie	Maroc	Pologne	Syrie	Turquie
Chercheurs d'emploi	65 393	61 993	<b>14 601</b>	65 131	251 392	206 775
Chômeurs	38 758	35 611	<b>9 041</b>	38 675	144 466	129 008
Hommes	22 125	21 264	<b>4 613</b>	15 845	90 129	73 113
Femmes	16 633	14 347	<b>4 428</b>	22 830	54 337	55 895
15 - 24 ans	3 597	2 673	<b>240</b>	2 298	18 128	6 787
25 - 54 ans	32 344	24 953	<b>7 945</b>	30 206	114 890	102 698
55 ans et plus	2 810	7 984	<b>856</b>	6 171	11 433	19 519
Taux de chômage	40,0%	10,6%	<b>20,4%</b>	7,2%	44,5%	17,1%
Hommes	31,8%	10,5%	<b>16,4%</b>	5,2%	36,3%	16,1%
Femmes	61,0%	10,7%	<b>27,3%</b>	9,8%	70,7%	18,6%

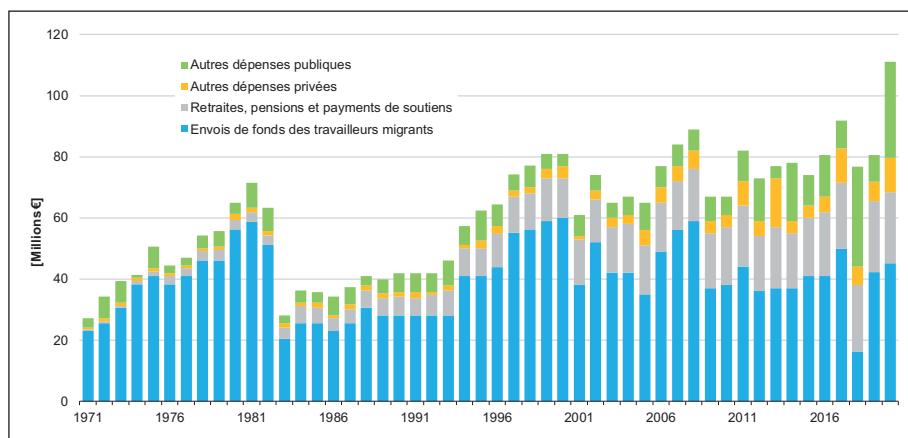
Source : BA 2021a; BA 2021c

### ***Les transferts d'argent des migrants marocains***

En moyenne, les transferts financiers des migrants marocains d'Allemagne vers le Maroc, tels que recensés par la Deutsche Bundesbank, n'ont pas changé de manière significative ces dernières années, malgré la crise financière européenne, l'augmentation du chômage parmi les migrants d'origine marocaine et la Covid-19. Les pensions et les retraites versées par l'État ont légèrement augmenté. Les autres dépenses courantes publiques et privées dans le cadre de la coopération internationale, qui sont souvent des soutiens dans le cadre de l'aide au développement, ont connu une forte augmentation. Par exemple, la « Kreditanstalt für Wiederaufbau » (institution publique qui octroie des crédits

pour la reconstruction) soutient le Maroc pendant la pandémie (KfW, 2020). Au total, environ 111 millions d'euros ont été transférés en 2020. Il convient de noter que les transactions courantes de la « Deutsche Bundesbank » (banque fédérale allemande) ne comprennent pas, par exemple, les flux de paiement effectués par le biais de sociétés de transfert financier internationales (BBk, 2012 ; BBk, 2017 ; BBk, 2021). Il reste toutefois que le gros des transferts est composé des envois des Marocains résidant en Allemagne.

**Figure 12 : Transferts courants de l'Allemagne vers le Maroc**



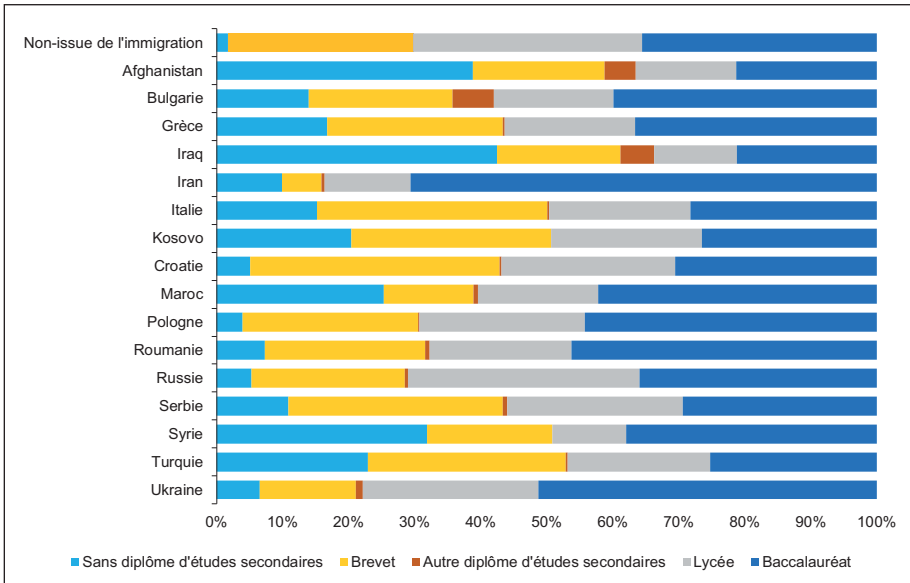
Source : BBk 2012; BBk 2017; BBk 2021

#### 4. L'accès à l'éducation et la préservation du patrimoine culturel

##### *La formation et l'intégration*

Une condition primordiale pour l'intégration dans la société allemande et particulièrement dans le marché du travail est l'accès à l'éducation. Sans niveau d'instruction suffisant, la socialisation et le succès professionnel ne peuvent guère être atteints dans une société compétitive telle que l'allemande. Comme pour la plupart des autres travailleurs immigrés (« Gastarbeiter ») venus en Allemagne dans les années 1960 et 1970, les migrants marocains de la première vague disposaient d'un niveau d'instruction très bas (Bouras-Ostmann, 2014b). Cette situation s'est depuis considérablement améliorée. Selon la mise à jour du grand recensement de la population via le micro-recensement, en 2020, 40% d'entre eux avaient le baccalauréat ou le brevet d'études secondaires, 18% le certificat d'études secondaires, 14% le certificat d'études secondaires et 25% n'avaient aucun diplôme. La proportion de diplômés du baccalauréat ou du brevet d'études secondaires était donc même légèrement supérieure à la moyenne des Allemands non issus de l'immigration (36%). Il faut cependant noter que parmi ces derniers, moins de 2% ne disposent d'aucun diplôme scolaire de fin d'études secondaires (StBA, 2021d).

**Figure 13 : Diplômes scolaires obtenus par les résidents issus de l'immigration en 2020**



Source : StBA 2020d

Les Marocains qui viennent étudier en Allemagne doivent au moins être titulaires d'un baccalauréat ou d'un brevet d'études professionnelles. C'est pourquoi l'augmentation temporaire de la proportion de concitoyens marocains sans diplôme de fin d'études jusqu'à 42% entre 2012 et 2017 indique que beaucoup d'autres nouveaux immigrants marocains proviennent plutôt de couches peu instruites (StBA, 2020). Le nombre de Marocains ayant migré des pays de l'Union européenne vers la République fédérale n'a cessé d'augmenter entre 2009 et 2020 comme on l'a déjà souligné. La nette baisse temporaire du niveau d'instruction des Marocains en Allemagne est donc probablement l'effet de l'immigration récente de Marocains issus de classes sociales défavorisées du Maroc dans le cadre de la vague des réfugiés déjà mentionnée.

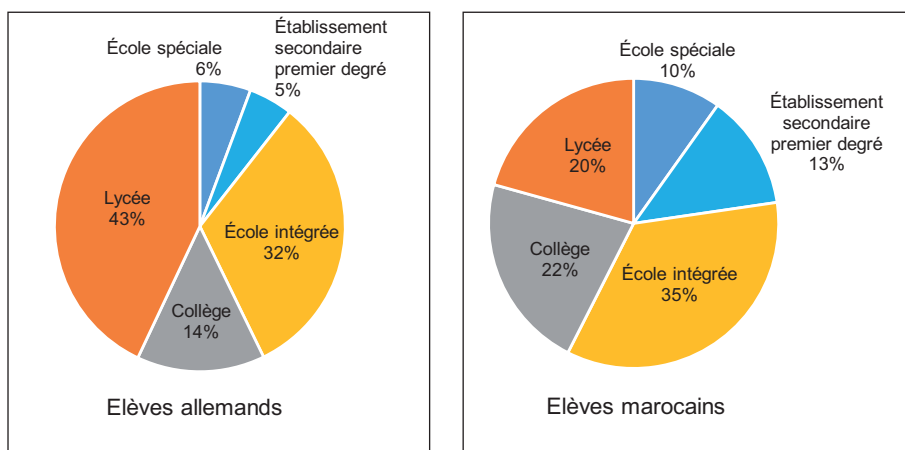
Les proportions des diplômés de l'enseignement scolaire général parmi les différents groupes d'immigrés semblent être fortement influencées par les contextes de la migration. En fonction des profils de travailleurs demandés, la proportion de personnes sans diplôme de fin d'études secondaires est généralement beaucoup plus élevée parmi les recrues venant des pays de recrutement classiques que sont la Turquie, le Maroc, la Grèce et l'Italie que parmi les Européens de l'Est arrivés récemment. Lorsque l'on considère les diplômes de fin d'études secondaires dont sont titulaires les populations originaires des régions récemment touchées par la crise comme l'Afghanistan, l'Irak et la Syrie, la situation semble assez désespérée en matière d'éducation. En revanche, les réfugiés politiques semblent souvent provenir des couches de la population particulièrement conscientes de l'importance de l'éducation, comme le montrent les diplômes généraux des concitoyens issus de l'immigration iranienne. La Russie et l'Ukraine ne faisant

pas partie de l'Union européenne, le titre de séjour des travailleurs originaires de ces pays est aussi souvent lié à une qualification professionnelle supérieure et à un emploi.

### *Les élèves marocains dans les écoles allemandes*

Le niveau d'instruction des enfants de migrants marocains vivant en Allemagne s'est considérablement amélioré au fil des décennies. Comme chez les enfants des migrants venus d'autres pays, le type d'écoles et les diplômes d'études atteints par les enfants de migrants sont cependant toujours en dessous de ceux atteints par leurs camarades allemands. Alors que 43% des élèves allemands étaient inscrits dans des lycées (Gymnasium) durant l'année scolaire 2020/21, les élèves marocains se retrouvent surtout dans des écoles intégrées regroupant les trois filières allemandes correspondant au premier et deuxième cycle français (Gesamtschule) et les collèges (Realschule). Le taux d'élèves inscrits dans les établissements secondaires du premier degré orientant vers la vie active (Hauptschule) est plus de deux fois supérieur chez les enfants de migrants marocains que chez les enfants allemands. Il faut cependant rappeler ici que ces statistiques prennent en considération uniquement la nationalité et non le pays d'origine. En ce sens, ces chiffres ne sont que très partiellement représentatifs de l'ensemble des élèves d'origine marocaine (StBA, 2021f).

**Figure 14 : La répartition des élèves selon le type d'école pour l'année scolaire 2020/21**



Source : StBA, 2021f

On a longtemps pensé que la réussite scolaire était liée en premier lieu à des compétences cognitives. Mais depuis quelques années, on intègre d'autres variables qui peuvent influencer cette réussite, dont les compétences linguistiques, les déficits linguistiques pouvant avoir des effets très négatifs sur la réussite scolaire. Dans une société multiculturelle, cette constatation est valable aussi bien pour les enfants monolingues que pour les enfants multilingues, car dans ce dernier cas, la majeure partie de l'acquisition des connaissances et de la

communication quotidienne se fait par le biais de la deuxième langue. Dans la communication orale en deuxième langue, les enfants de migrants marocains ont en règle générale un niveau semblable à celui des enfants du même âge et même niveau social pour qui l'allemand est la langue maternelle. À côté de ces capacités conversationnelles, il existe aussi des compétences cognitives liées à la parole à un niveau d'exigence plus élevé. Ces compétences linguistiques académiques sont particulièrement nécessaires pour la maîtrise de la langue écrite et donc primordiales pour la réussite scolaire, universitaire et professionnelle (Bouras-Ostmann, 2013).

Les crèches et les programmes préscolaires ont également un rôle important à jouer dans le développement linguistique. Lors de la fermeture générale des écoles dans le cadre des mesures de lutte contre la pandémie, les crèches n'offraient généralement un accueil qu'aux enfants des parents de certains groupes professionnels qui devaient impérativement se rendre sur leurs lieux de travail (Fickermann et Edelstein, 2020). Afin de compenser la prise en charge limitée dans le cadre de la crise autour de la Covid-19, l'éducation linguistique dans les structures d'accueil de jour pour enfants est soutenue par des subventions pour le matériel d'apprentissage, du personnel supplémentaire et des fonds pour l'utilisation des médias numériques. Ce programme devrait être augmenté de 100 millions d'euros d'ici la fin 2022. Les offres de soutien réelles et virtuelles pour les parents d'enfants de moins de trois ans seront soutenues à hauteur de 50 millions d'euros supplémentaires d'ici la fin 2022. Plus de 70 millions d'euros seront alloués à la promotion des camps de vacances et d'autres offres extrascolaires pour les enfants, les jeunes et les familles. L'engagement bénévole pour le soutien des enfants et des jeunes sera soutenu par 30 millions d'euros supplémentaires (BMFSFJ, 2022).

En mars 2020, face à la pandémie, les Länder ont successivement décidé une fermeture générale des écoles pour une durée initiale d'environ deux mois. Un enseignement numérique et analogique à distance a alors été mis en place, avec de grands défis à relever en raison du manque de structures. À partir de mai 2020, les écoles ont rouvert graduellement. Souvent, les classes ont été divisées en petits groupes qui ont fréquenté l'école un jour par semaine, le reste de la semaine étant en apprentissage à distance grâce au numérique. Les moyens dont disposent les familles pour équiper leurs enfants pour qu'ils puissent suivre ces enseignements à distance vont jouer un grand rôle.

De ce fait plusieurs études mettent en évidence l'influence de la famille et de l'origine sociale. La socialisation familiale est notamment influencée par le revenu disponible, le niveau d'éducation des parents et le réseau social de la famille. Les parents issus de l'immigration sont généralement peu familiarisés avec le système éducatif allemand et ne peuvent apporter qu'une aide limitée à leurs enfants sur le plan scolaire, notamment en raison de leur propre niveau de formation. Les familles nombreuses d'immigrés ne disposent généralement pas de moyens financiers suffisants pour un soutien scolaire professionnel. La différence d'origine entre les élèves issus de familles peu instruites et ceux issus de familles plus favorisées, déjà visible à l'entrée à l'école, s'accroît également de manière mesurable pendant les vacances scolaires. En effet, les conditions de socialisation au sein de la famille et dans l'environnement social, en particulier

l'environnement résidentiel, exercent une influence supplémentaire sur le développement des performances scolaires. La pandémie renforce les différences entre les enfants issus de milieux aisés et ceux issus de milieux plus modestes. Les élèves doivent désormais plus souvent étudier de manière autonome à la maison, où ils reçoivent un soutien très variable. Dans ces circonstances, les enseignants peuvent apporter beaucoup moins d'aide directe. Les échanges personnels avec d'autres élèves disparaissent également en grande partie. Aux problèmes techniques liés à l'enseignement à distance, tels que le manque de terminaux et l'accès insuffisant à Internet, s'ajoutent souvent, dans les familles immigrées, des conditions spatiales étroites qui rendent l'apprentissage concentré beaucoup plus difficile (Fickermann et Edelstein, 2020).

Devant les défis posés par la situation migratoire auxquels s'ajoutent ceux de la crise de la Covid-19, la comparaison entre les types d'écoles fréquentées et les diplômes obtenus par les élèves d'origine marocaine vivant en Allemagne apparaît d'autant plus remarquable. En effet, malgré une position de départ souvent moins favorable en raison de l'orientation vers une filière scolaire, le pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur est désormais plus élevé chez eux que chez leurs concitoyens allemands (StBA, 2021d).

### ***La transmission du patrimoine culturel aux jeunes générations***

La compétence linguistique n'est certes pas le seul facteur de réussite scolaire et professionnelle ; mais il est l'un des plus importants. Dans les familles de migrants, les compétences linguistiques aussi bien de la langue maternelle que de la deuxième langue, l'allemande, sont souvent faibles. Ceci est particulièrement le cas pour la troisième génération. La langue maternelle des parents, des autres membres de la famille et des autres concitoyens issus de la migration marocaine adopte en partie un lexique et une diction qui sont partiellement en décalage par rapport aux évolutions qu'a connu la langue au Maroc. Durant leurs séjours dans le pays d'origine, les enfants des migrants se font souvent remarqués par leur langue dépassée et influencée par l'environnement où ils évoluent en Allemagne. Ce phénomène se remarque aussi bien chez les Marocains que chez ceux originaires d'Égypte, d'Irak, du Liban, de la Syrie, de la Turquie ou de la Tunisie. Des variantes spéciales de la langue maternelle se sont aussi développées parmi d'autres populations immigrées, comme par exemple les Européens émigrés en Amérique du Nord.

Pour les enfants des migrants marocains, l'amazigh et l'arabe sont souvent les langues maternelles que ce soit pour la première génération ou la deuxième et parfois même pour la troisième génération. Dans l'usage quotidien de la langue, les enfants parlent l'allemand pratiquement comme des locuteurs natifs allemands, et les frères et sœurs parlent souvent allemand entre eux. Néanmoins, de nombreux parents nés en Allemagne attachent une grande importance à la transmission de leur propre langue maternelle à leurs enfants. Dans les familles amazighophones, les enfants ont des possibilités relativement limitées d'apprendre leur langue maternelle, car elle est principalement parlée par les parents et d'autres membres de la famille et rarement utilisée dans la vie quotidienne. Entre-temps, les offres marocaines en langue amazigh se développent et sont également disponibles sur Internet. Pour les enfants immigrés issus de familles arabophones, la situation

est un peu plus simple. Ils peuvent également apprendre leur langue maternelle par d'autres canaux, comme les médias en arabe disponibles en Allemagne, les cours complémentaires de langue d'origine ou dans le cadre de l'enseignement religieux à la mosquée. Certains enfants issus de familles amazighophones ont également des connaissances de l'arabe pratiquement dans leur langue maternelle. De même, il arrive que des parents amazighophones transmettent à leurs enfants l'arabe comme première langue (Bouras, 2006 ; Maas, 2016).

L'enseignement de la langue d'origine a été introduit à l'origine pour faciliter le retour prévu des enfants avec leurs parents immigrés dans leur pays d'origine. Mais au fil des décennies, cet enseignement s'est transformé en un instrument de promotion des compétences en langue maternelle et de transmission de la culture du pays d'origine des parents. En tant qu'aide à l'orientation dans la réalité culturellement complexe de la famille, de l'école et de la préparation à la vie professionnelle, il doit contribuer à la réussite de l'intégration sociale des élèves issus de l'immigration. L'enseignement de la langue d'origine est dispensé dans de nombreuses langues, telles que l'arabe, le grec, l'italien, le polonais, le portugais, le russe, l'espagnol ou le turc. Pour les enfants immigrés maghrébins, l'enseignement de la langue d'origine est proposé exclusivement en arabe. En règle générale, il est dispensé par des enseignants de langue maternelle qui sont en principe titulaires d'un diplôme universitaire d'enseignants obtenu dans le pays d'origine ou en Allemagne et doivent disposer de connaissances suffisantes en allemand. Du point de vue organisationnel, l'enseignement dans la langue d'origine est placé sous la responsabilité des Länder (Bouras-Ostmann, 2016).

Les langues considérées en Allemagne comme utiles pour l'avenir comme l'allemand, l'anglais, le français ou l'espagnole sont privilégiées dans le système éducatif. En revanche, l'offre d'enseignement complémentaire de la langue d'origine en arabe dans les écoles générales a été considérablement réduite jusqu'à l'année scolaire 2015/16. Cependant, suite à l'afflux massif de migrants arabophones, notamment en provenance du Moyen-Orient, cette offre scolaire optionnelle a été rapidement étendue. Jusqu'à présent, la grande majorité des enseignants de l'enseignement complémentaire de la langue d'origine en arabe étaient originaires du Maroc. Cependant, il semble que les postes vacants ou créés soient désormais occupés principalement par des candidats originaires d'autres pays arabophones. Ainsi, en 2020/21, 53 enseignants étaient qualifiés pour enseigner l'arabe dans les écoles d'enseignement général de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Dans ces établissements, 68 enseignants étaient de nationalité syrienne, 14 enseignants de nationalité irakienne et 18 enseignants de nationalité marocaine. En 2017/18, le nombre d'enseignants syriens et irakiens était inférieur à 11 et ne figurait pas dans les statistiques scolaires générales (MSW NRW, 2021).

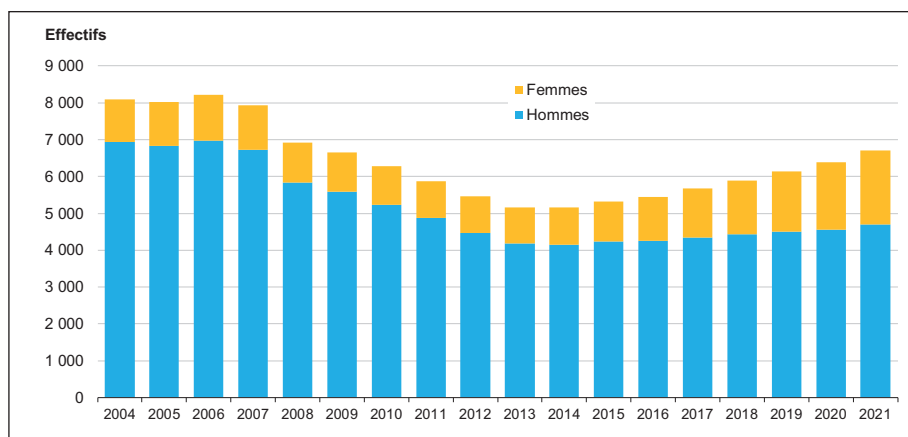
Outre les défis que pose déjà depuis toujours la coexistence de l'arabe et de l'amazigh, l'afflux de migrants arabophones en provenance de régions en crise pose des problèmes considérables à l'enseignement complémentaire de la langue d'origine pour les enfants d'origine marocaine. Jusqu'à présent, les enseignants, généralement eux-mêmes originaires du Maroc, pouvaient transmettre la culture maghrébine aux enfants et maîtrisaient souvent l'amazigh et bien sûr l'allemand, ce qui leur permettait de faire le lien avec les élèves majoritairement amazighophones. Aujourd'hui, la plupart des nouveaux enseignants et élèves ne

sont plus issus de la culture maghrébine et ne maîtrisent pas non plus l'amazigh. Certes, le Maghreb et le reste du monde arabe ont de nombreux points communs historiques et culturels, mais aussi des particularités importantes. En outre, il faut s'assurer que la confrontation directe des enfants et des adolescents originaires d'un Maroc politiquement stable avec des expériences vécues dans des zones de guerre n'ait pas d'effets négatifs sur leur processus de socialisation.

### *Les étudiants marocains dans les universités allemandes*

L'excellence du niveau et des équipements des universités allemandes, ainsi que leur réputation dans les domaines des technologies, des sciences naturelles et des sciences humaines y attirent des étudiants internationaux. Le nombre de ces étudiants inscrits dans les universités allemandes a plus que doublé durant les vingt dernières années. Ils sont souvent ressortissants des pays de l'Union Européenne, mais aussi de Chine, de Turquie, d'Inde, de Russie, d'Iran, d'Ukraine, du Cameroun et du Vietnam (StBA, 2021g). La République fédérale d'Allemagne fait de grands efforts pour intégrer les nombreux réfugiés arrivés ces dernières années en leur offrant des cours de langue et d'intégration et en leur donnant accès au système allemand de promotion de la formation à travers des subventions et des crédits. Les diplômes scolaires et universitaires des nouveaux arrivants de régions en crise sont désormais reconnus sans que leurs titulaires ne soient toujours obligés de présenter des documents. Le nombre d'étudiants issus de ces régions a pris un rapide essor. Mais en raison du manque de moyens, et de la forte demande, ces mesures d'accompagnement des nouveaux venus, certes louables, imposent des changements de priorités au sein des programmes d'admission pour les étudiants étrangers. L'accès au système d'éducation allemand devient ainsi en partie plus difficile pour les étudiants étrangers venus d'autres pays.

**Figure 15 : L'évolution des effectifs des étudiants marocains dans les universités allemandes**



Source : StBA 2021g



Le nombre d'étudiants marocains dans les universités allemandes a plutôt diminué au cours des quinze dernières années et n'augmente à nouveau que lentement. Le pourcentage d'étudiantes marocaines est passé de 4% à 30% entre les semestres d'hiver 1975/76 et 2020/21. Mais parmi les étudiants marocains inscrits dans les universités allemandes au semestre d'hiver 2020/21, 92% n'ont pas obtenu leur diplôme de fin d'études secondaires en Allemagne (StBA, 2021g). En raison du durcissement des conditions d'admission en Allemagne, de nombreux Marocains optent désormais plutôt pour des études au Canada ou en Chine. La crise de la Covid-19 joue certainement aussi un rôle à l'heure actuelle puisque l'Allemagne a temporairement fermé ses frontières à de nombreux étudiants étrangers selon les pays d'origine. Les visas ne sont parfois délivrés que pour l'inscription dans certaines disciplines, principalement dans les domaines des mathématiques, de l'informatique, des sciences naturelles et de l'ingénierie.

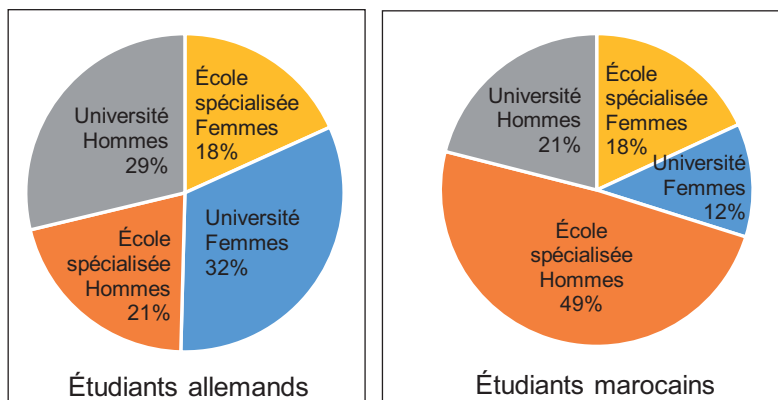
Sous l'influence du Covid-19, depuis le semestre d'été 2020, les cours et les examens dans les universités allemandes se sont déroulés essentiellement de manière virtuelle. En très peu de temps, le système universitaire a été largement converti en enseignement à distance. Les contenus d'enseignement et les cours ont dû être numérisés. En plus de l'enseignement virtuel par vidéoconférence, des supports numériques interactifs ont été développés et des documents de référence ont été mis à disposition. Les étudiants ont dû s'adapter aux nouvelles formes d'enseignement et s'équiper, en principe par leurs propres moyens, de dispositifs informatiques appropriés et d'un accès à Internet de qualité suffisante. A travers l'enseignement à distance, le contact personnel avec les professeurs et les camarades d'études a été rendu plus difficile. D'un autre côté, cela permettait en principe aux étudiants étrangers de participer aux cours virtuels même s'ils n'avaient pas la possibilité d'être en Allemagne. Aujourd'hui, les établissements d'enseignement supérieur tentent de revenir progressivement à un format entièrement en présentiel pour les cours et les examens. En même temps, de nombreux amphithéâtres et salles de séminaire ont été équipés de matériel de diffusion pour l'enseignement virtuel ou hybride. Les nouvelles méthodes numériques de transmission du savoir seront sans doute davantage utilisées et développées, aussi après la pandémie.

Selon les données du Service des Étudiants Allemand, les étudiants avec une origine migratoire appartiennent à des familles qui ont peu de moyens comparativement aux étudiants allemands. De ce fait ils ont besoin d'un soutien financier et sont obligés de travailler pour financer leurs études, ce qui nécessite un plus grand effort et une plus grande ténacité. C'est pour cette raison que nombreux sont ces étudiants qui ont tendance à abandonner leurs études. En contexte pandémique, ces étudiants ne disposaient pas toujours de l'infrastructure technique et de l'espace nécessaires à la maison. Et comme la crise a réduit les occasions pour avoir un revenu à côté des études, le financement de ces études s'est avéré parfois difficile. Cependant, différentes offres de soutien ont été mises en place pour répondre à ces situations et il est notamment possible de demander une aide temporaire (DHZW, 2021).

Le système universitaire allemand est composé d'universités et d'écoles supérieures spécialisées. Ces dernières offrent une formation plus axée sur la pratique qui permet un accès direct au marché du travail pour un grand nombre d'étudiants.

Cependant, pour les employeurs un diplôme universitaire a généralement plus de valeur qu'un diplôme délivré par les écoles supérieures spécialisées. Par ailleurs, les salaires de départ et les possibilités de promotion des lauréats des universités sont plus intéressants. Enfin, au niveau international, les diplômes des écoles supérieures spécialisées ne sont pas toujours reconnus. De ce fait, les étudiants allemands préfèrent les universités, bien que l'on remarque, depuis quelques années, une augmentation de la demande sur ces écoles supérieures spécialisées. Par contre, plus des deux tiers des étudiants marocains inscrits durant le semestre d'hiver 2020/21 ont choisi une école supérieure spécialisée. La préférence des jeunes femmes marocaines pour les études supérieures spécialisées est toutefois un peu moins marquée que celle des jeunes hommes (StBA, 2021g).

**Figure 16 : Répartition des étudiants allemands et marocains par type de formation académique au semestre d'hiver 2020/21**



Source : StBA 2021g

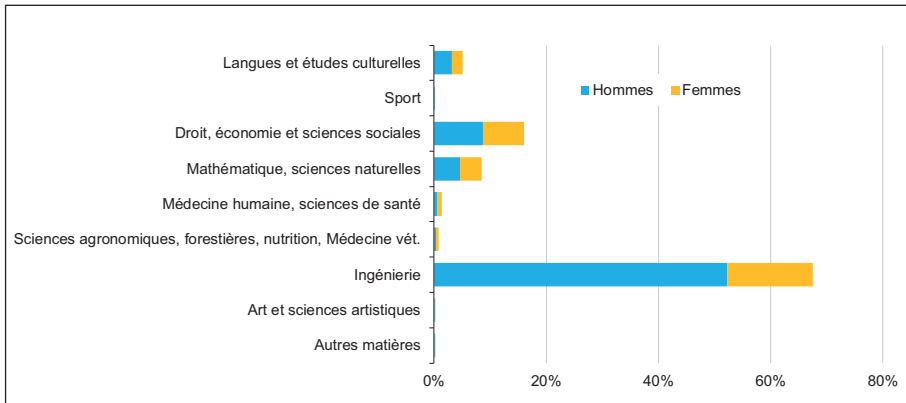
Les étudiants marocains d'Allemagne sont surtout attirés par les sciences de l'ingénieur (67%), suivies des sciences économiques et sociales (16%) et des sciences naturelles et mathématiques (8%). La langue et la culture sont aussi de plus en plus prisées par les étudiants marocains. Probablement en raison de l'accès restrictif avec *numerus clausus* à certaines formations, seuls très peu d'étudiants marocains peuvent s'inscrire en médecine.

Par comparaison, l'éventail des études choisies par les étudiants allemands est plus diversifié. Ces derniers étudient surtout les sciences économiques et sociales, les sciences de l'ingénieur ainsi que les langues et les études culturelles. Suivent les sciences naturelles et les mathématiques ainsi que la médecine et les sciences de la santé. Les étudiantes allemandes sont presque autant représentées que les hommes (StBA, 2021g).

Dans les années 1980 et 1990, les étudiants marocains étudiaient surtout dans les États fédéraux de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et de Hesse, c'est-à-dire là où vivait la majorité des migrants d'origine marocaine (Berriane et al., 1998). Rappelons qu'avant d'accéder à l'enseignement supérieur en Allemagne, la plupart des étudiants étrangers doivent passer par une année préparatoire. Depuis, environ

la moitié des étudiants marocains en année préparatoire s'inscrivent dans les nouveaux Etats fédéraux (Länder). Ceci est probablement aussi lié aux procédures d'admission des universités, étant donné que les étudiants allemands privilégient les études dans les anciens Etats fédéraux et qu'il est donc plus facile d'être admis dans les nouveaux Etats fédéraux. S'y ajoute que les coûts de la vie sont en partie beaucoup plus bas dans les nouveaux Etats fédéraux. Depuis 2004, le nombre des inscrits marocains aux années préparatoires a diminué d'environ un dixième. Dans le contexte pandémique et en fonction de la classification de risque de leurs pays d'entrée, les étudiants ont désormais besoin de documents supplémentaires pour l'obtention du visa et de nombreux établissements universitaires ne délivrent ces documents que pour certaines filières. Ce dernier point ne pourrait toutefois expliquer à lui seul le recul des participants au cours des deux dernières années (StBA, 2021g). Certains établissements d'enseignement supérieur limitent désormais l'accès à l'année préparatoire (« Studienkolleg ») à l'inscription dans certaines disciplines spécifiques. D'autres limitent l'accès exclusivement aux réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés. En plus des conditions générales d'admission aux études fixées par la conférence des ministres de l'éducation et des affaires culturelles, certains établissements ont introduit des exigences spécifiques sous forme d'un *numerus clausus* pour les étudiants marocains.

**Figure 17 : Les filières d'études des étudiants marocains au semestre d'hiver 2020/21**

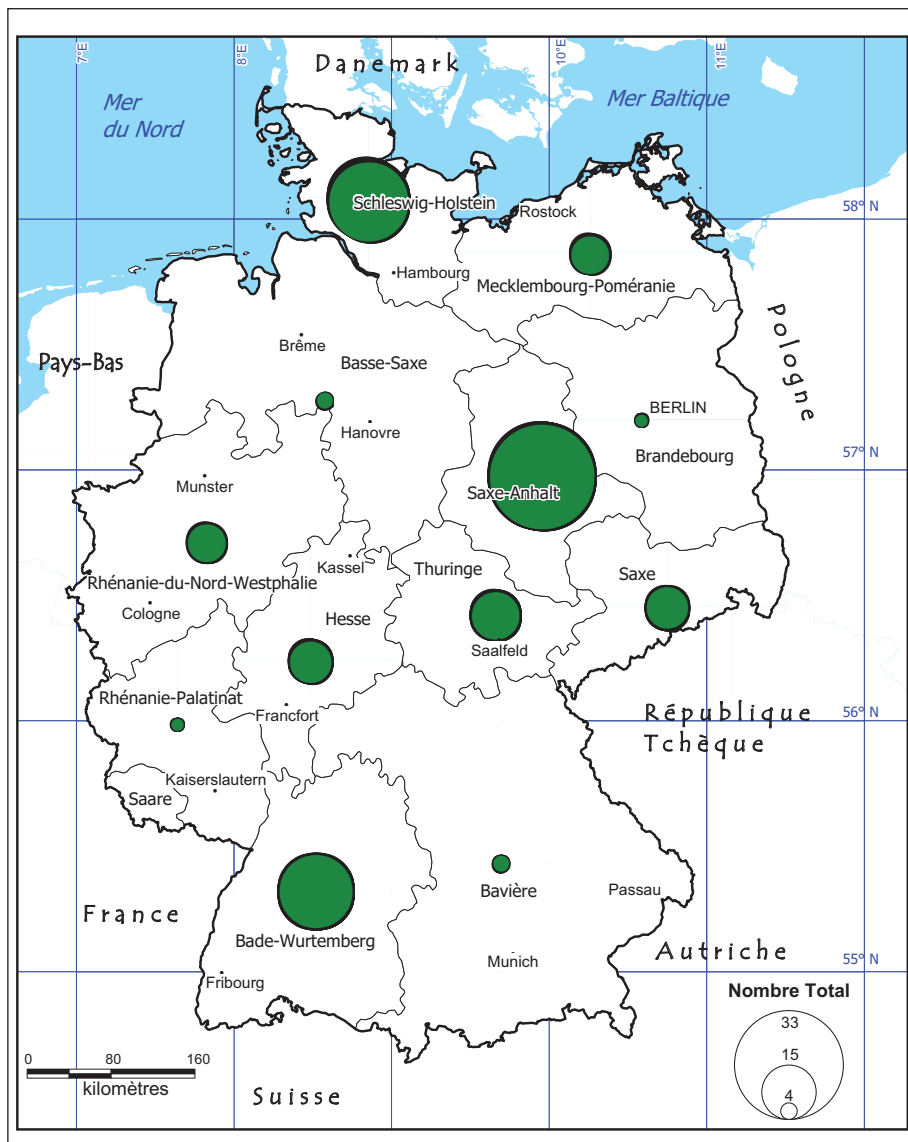


Source : StBA, 2021g

En comparant la carte de la répartition des étudiants marocains inscrits en année préparatoire de 2020/2021 (Figure 18) aux années précédentes<sup>5</sup> on se rend compte que les étudiants marocains ont tendance à se disséminer de plus en plus dans les différents lands.

<sup>5</sup> Voir les éditions de Marocains de l'extérieur de 2014 et 2018.

**Figure 18 : Les étudiants marocains en année préparatoire (« Studienkolleg ») au semestre d'hiver 2020/21**



Source : StBA 2021g

### ***Le système de formation professionnelle de la République Fédérale d'Allemagne***

La tradition des guildes du Moyen Age et des autres associations professionnelles a une très grande influence sur le marché du travail et les structures de formations à la fois en Allemagne et dans d'autres pays européens. En plus d'un diplôme

d'étude générale, les employeurs allemands attendent en règle générale que leurs employés disposent d'une qualification professionnelle. Celle-ci est généralement acquise à travers une formation, au sein d'une académie professionnelle ou dans le cadre d'études universitaires.

En tant qu'alternative aux études supérieures, le système de formation professionnelle en alternance occupe une place très importante en Allemagne. La formation se déroule en coopération entre l'entreprise et l'école professionnelle. Les contenus pratiques de la formation sont dispensés trois à quatre jours par semaine dans l'entreprise et complétés par une connaissance théorique acquise pendant un ou deux jours à l'école professionnelle. Dans certains cas, des cours interentreprises sont également organisés pour transmettre les contenus de la formation. La formation professionnelle dure généralement entre deux et trois ans et demi et ce en fonction de la profession choisie et des pré requis. Les apprentis reçoivent déjà une rémunération pendant cette période. Au terme de leur formation, les apprentis doivent être en mesure d'être autonomes en tant que professionnels. En 2019, environ 425.800 entreprises en Allemagne ont formé elles-mêmes des apprentis.

Conformément à ce système de formation professionnelle, le pourcentage de personnes d'origine allemande sans qualification professionnelle est faible, alors que pour les ressortissants de pays qui n'ont pas de tradition de formation professionnelle ce taux est très élevé. C'est notamment le cas des travailleurs d'origine marocaine vivant en Allemagne puisqu'en 2020, 60% d'entre eux n'avaient pas de diplôme professionnel et 24% avaient une qualification professionnelle non académique. Environ 7% avaient un diplôme d'enseignement supérieur spécialisé et 9% un diplôme universitaire. En revanche, 13% des Allemands sans antécédent migratoire directe avaient un diplôme universitaire, 8% un diplôme d'une école supérieure spécialisée, 66% une qualification professionnelle non universitaire et seulement 13% ne disposaient d'aucun diplôme professionnel.

En fait, la situation éducative des enfants d'immigrés marocains nés en Allemagne nécessite un soutien particulièrement intensif. En effet, en 2020, seuls 9% d'entre eux disposaient d'un diplôme universitaire, 10% d'un diplôme d'une école spécialisée, 45% d'une qualification professionnelle non universitaire et 35% n'avaient aucun diplôme professionnel. Le même constat peut être fait pour l'ensemble de la population issue de l'immigration en Allemagne. La proportion de ceux n'ayant aucun diplôme professionnel est nettement plus élevée chez ces derniers que chez les Allemands non issus de l'immigration au sens strict (StBA, 2021d). Cela représente aujourd'hui un grand défi pour la réussite d'une carrière professionnelle en République fédérale.

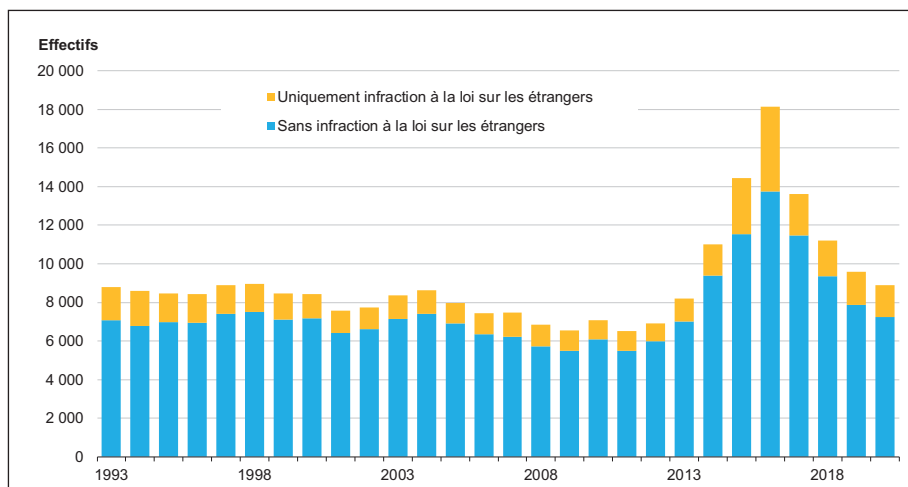
## 5. Criminalité

### *Le retour à la normale*

Dans le cadre de l'afflux de réfugiés, un certain nombre de Marocains, jeunes pour la plupart, sont rentrés illégalement en Allemagne. Compte tenu des difficultés à obtenir un permis de travail et des faibles chances de succès d'une demande d'asile, nombreux parmi eux ont basculé dans la délinquance, le vol, la fraude et

l'escroquerie aux prestations. Tous ces délits revêtent l'aspect d'une criminalité de la pauvreté (Pfeiffer et al., 2018).

**Figure 19 : Les suspects marocains en Allemagne**



Source : BKA 2021

La forte augmentation de la délinquance parmi les Marocains entre 2011 et 2016 s'expliquaient largement par la présence de ces jeunes Marocains sans titre de séjour (Bouras-Ostmann, 2018). D'après l'évolution du statut de séjour et les bilans migratoires il semble qu'une grande partie de ce groupe ait quitté la République fédérale ou se trouve en cours d'expulsion. Entre temps les taux des Marocains suspects, condamnés et incarcérés en Allemagne sont revenus au même niveau qu'avant la vague des réfugiés. En même temps ce taux a augmenté de façon considérable chez les ressortissants des autres pays.

### ***Evolution des suspicions d'infraction, des condamnations et des peines de prison : la faible présence des Marocains***

En 2020, deux tiers des suspects étaient de nationalité allemande, y compris les migrants naturalisés. Les Allemands sont suivis par les Turcs, les Roumains et les Syriens avec 3% chacun. Par contre, les concitoyens marocains sont en 19ème position avec 0,5% parmi les suspects. En 2016, le Maroc avait occupé la 14ème position. Cette baisse enregistrée chez les Marocains au cours des quatre dernières années ne pourrait s'expliquer par les seules restrictions de la liberté de circulation introduites comme mesures de gestion de la pandémie du Covid-19.

Dans l'interprétation des statistiques criminelles, il faut tenir compte du fait que tous les suspects ne sont pas des délinquants. Selon plusieurs études scientifiques, le comportement dénonciateur est entre autres influencé par la distance sociale entre la victime et l'auteur. Il y a aussi le risque que les agents de sécurité travaillant dans les commerces identifient surtout des délinquants correspondant à certains stéréotypes alors que les autres sont moins visibles. Ainsi, l'apparence, le

comportement ou l'origine social d'une personne influencent le fait de la fouiller ou non (Pfeiffer et al., 2018 ; Walburg, 2014).

Lorsque l'on compare les suspects et les personnes condamnées, il faut tenir compte du décalage temporel considérable qui peut exister entre l'accusation et la condamnation. Ainsi, le nombre élevé de suspects marocains de 2016 a dû avoir des répercussions sur les années suivantes. Avec un léger retard, le nombre de Marocains condamnés semble toutefois lui aussi se rapprocher du niveau d'avant la vague de réfugiés.

Comparé au taux de condamnées parmi les ressortissants des pays de l'ancien bloc de l'Est, le nombre de femmes condamnées chez les Marocains est faible et s'élève à environ 8% en 2020. Ce phénomène peut être lié d'une part au taux de concitoyennes qui est généralement nettement plus élevé pour les pays d'Europe de l'Est (StBA, 2021c). D'autre part, ceci dépend probablement aussi des images dominantes des rôles des hommes et femmes dans les pays d'origine. De nombreuses études menées en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et dans d'autres pays soulignent également l'influence de la culture d'origine sur le taux de délinquance par sexes.

La série spécialisée de l'Office fédéral de la statistique dans les poursuites pénales (StBA 2021h) différencie entre autres les « délits dans leur ensemble », les « délits dans la circulation routière » et les « délits selon la loi sur le séjour des étrangers ». Malheureusement, cette série spécialisée ne présente qu'une sélection de nationalités. Parmi les nationalités mentionnées, les Allemands représentent 65 % des condamnés pour le « total des infractions », suivis par la Turquie (4 %), la Roumanie et la Pologne (3 % chacune). Comme pour les suspects, la part des condamnés marocains est de 0,5 %. Si l'on exclut les « infractions routières », la part des Allemands s'élève à 64 %, suivie de la Turquie avec 4 %, de la Roumanie et de la Pologne avec 3 % chacune. La part des condamnés marocains était à nouveau de 0,5 %. Si l'on exclut les « infractions au code de la route » et les « infractions à la loi sur le séjour des étrangers », la proportion d'Allemands était de 66 %, suivie par les Turcs (4 %), les Roumains et les Polonais (3 % chaque). La proportion de condamnés marocains était ici également de 0,5 %.

Comme on pouvait s'y attendre, le décalage entre la suspicion et la condamnation est particulièrement important pour les délits passibles d'une peine de prison. Après une augmentation du nombre de prisonniers et de détenus marocains en République fédérale jusqu'en 2018, l'évolution positive constatée chez les suspects et les condamnés semble avoir un retard d'environ deux ans. La longueur de cette période indique également que les ressortissants marocains sont principalement condamnés à des peines de prison plus courtes et moins souvent pour des délits graves, tels que des crimes capitaux.

La série spécialisée de l'Office fédéral de la statistique concernant l'exécution des peines (StBA 2021i) ne présente malheureusement qu'une sélection de nationalités. En 2021, la part des détenus et des personnes placées en détention des Allemands était de 66%, suivie par les ressortissants de Turquie (4%), de Pologne (3%) et de Roumanie (2%). La part des détenus et des personnes placées en détention des Marocains était de 1%.



Finalement l'augmentation jusqu'en 2016 de la criminalité (liée à la pauvreté) chez les ressortissants marocains sans nationalité allemande semble être due en grande partie aux nouveaux arrivants sans titre de séjour à cette époque. Depuis, le nombre de délinquants marocains se rapproche à nouveau du niveau d'avant le début de la vague de réfugiés.

### ***En guise de conclusion: l'image du Maroc chez les Allemands***

Pour le grand public allemand, le Maroc était pendant longtemps perçu comme appartenant à l'Orient plus qu'à l'Occident. Les nombreux films tournés dans le pays y sont certainement pour quelque chose. Les intenses interactions historiques entre le Maroc et l'Europe sont souvent peu connues. Le développement du tourisme a aidé quelque peu pour la découverte du Maroc par les Allemands, notamment la région d'Agadir très appréciée comme destination de vacances, ainsi que la culture du pays. La faible présence des immigrés marocains en Allemagne, comparativement aux Turques, par exemple, explique aussi cette méconnaissance relative. Mais ces travailleurs marocains étaient considérés comme particulièrement fiables et travailleurs par leurs employeurs allemands (Bouras-Ostmann, 2014). Ces travailleurs étaient généralement discrets et exerçaient leur activité professionnelle sans problèmes (BKA, 2021).

Mais cette image positive du Maroc dans l'opinion publique allemande s'est fortement fissurée lorsqu'à l'occasion de la vague d'immigration des réfugiés, des jeunes marocains issus des conditions sociales difficiles des grandes villes marocaines sont rentrés illégalement en Allemagne. Dans la nuit du réveillon de 2016, des agressions eurent lieu durant les festivités de la Saint-Sylvestre. La police de la ville de Cologne a parlé de 1.000 à 1.500 hommes d'apparence nord-africaine qui auraient été impliqués dans ces agressions. Dans le langage courant des médias allemands et, en partie, de la police, le terme *Nord-Africains* ou plus particulièrement *Marocains* et l'abréviation *NAFRI* ont été utilisés pour désigner de manière générale les citoyens d'Algérie, de Libye, du Maroc, de Tunisie, d'Égypte, du Liban, de Syrie et d'autres pays arabes. Parfois, le terme a encore été élargi aux critères « adolescents ou jeunes adultes sans titre de séjour et présentant un certain profil d'infraction » (BpB, 2016 ; Landtag NRW, 2017). Les médias se sont emparés du sujet à force de reportage et de documentaires et d'interviews.

Certes, chaque infraction commise est une infraction de trop. Mais comme nous l'avons démontré précédemment, la part des Marocains dans la criminalité totale en République fédérale est très faible, même lors de la phase d'augmentation temporaire maintenant bien révolue. Cependant, elle a fait l'objet d'une attention disproportionnée de la part du public. Cela est notamment dû à l'attribution trompeuse de délits commis par d'autres groupes de populations aux nord-africains et en particulier aux Marocains (BKA, 2017 ; BpB, 2016 ; Landtag NRW, 2017). Ceci montre le rôle et le poids de la migration dans la connaissance mutuelle des peuples.

A l'opposé, on observe également des représentations récentes très positives du Maroc et de ses succès politiques et sociaux. Ainsi, l'auteur d'une étude ethnologique qui vient de paraître décrit le Maroc comme étant de loin le pays le plus prospère d'Afrique du Nord (Haller, 2021). De nombreux articles scientifiques font également régulièrement éloge de la politique énergétique



visionnaire du Maroc en faveur des énergies renouvelables (DLF, 2017 ; NDR, 2020). Une intensification des relations publiques des professionnels marocains en Allemagne, des prises de position en temps voulu sur des sujets concernant le Maroc ainsi que des conseils aux autorités allemandes et aux médias de masse sur les événements importants et leur contexte pourraient en principe aider à éviter les malentendus et à présenter les concitoyens marocains sous un bon jour.

## Bibliographie

- Auswärtiges Amt (AA) (1963), *Deutsch-marokkanische Vereinbarung vom 21. Mai 1963 über die vorübergehende Beschäftigung marokkanischer Arbeitnehmer in der BRD*. Bonn, Allemagne.
- Berriane M. / Hopfinger H. / Kagermeier A. / Popp H. (1996), *Remigration Nador I: Regionalanalyse der Provinz Nador (Marokko)*. Maghreb-Studien, Heft 5. Passau, Allemagne.
- Berriane M., Popp, H. (dir), (1998), *Migrations internationales entre le Maghreb et l'Europe – les effets sur les pays de destination et d'origine*. Maghreb-Studien, Heft 10. Passau, Allemagne.
- Berriane M., (2003), « Les Marocains résidant en Allemagne ». In: Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Étranger (éd.) (2003), *Marocains de l'extérieur 2003*. Rabat, p. 21-49.
- Berriane M., (2007), « Les Marocains d'Allemagne ». In: Hamdouch, Bachir (éd.) (2007), *Marocains de l'extérieur 2007*. Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Étranger. Rabat, p. 261-305.
- Berriane M., (éd.) (2014a), *Marocains de l'extérieur 2013*. Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Étranger. Rabat.
- Berriane M., (2014b), « « Territoire nomade » – Migration zwischen Marokko und Deutschland ». In: Pott et al. (2014 : 269-298).
- Berriane M., (éd.) (2018), *Marocains de l'extérieur 2017*. Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Étranger. Rabat.
- Bouras K., (2006), *Mehrsprachigkeit und Schulerfolg bei Migrantenkindern. Soziolinguistische Untersuchungen zur Bildungslaufbahn und mündlichen Sprachkompetenz am Beispiel von Kindern marokkanischer Migranten*. Hamburg, Allemagne.
- Bouras-Ostmann K., (2013), « Der Einfluß der Muttersprache auf Zweitsprache und Schullaufbahn. Empirische Studie am Beispiel marokkanischer Migrantenkinder ». In: Wolff, Armin (éd.) (2013), *Zielsprache Deutsch*. Tome 02/2012. Tübingen, Allemagne, p. 39-55.
- Bouras-Ostmann K., (2014), « Marokkaner in Deutschland – Ein Überblick ». In: Pott et al. (2014: 33-61).
- Bouras-Ostmann K., (2016), « Arabisch ». In: Burwitz-Melzer, Eva / Mehlhorn, Grit / Riemer, Claudia / Bausch, Karl-Richard / Krumm, Hans-Jürgen (éd.) (2016), *Handbuch Fremdsprachenunterricht*. Tübingen, Allemagne, p. 483-487.
- Bouras-Ostmann K., (2018), « Les Marocains d'Allemagne. Chances et risques de la mondialisation ». In: Berriane (2018: 275-311).
- Bundesagentur für Arbeit (BA) (2012), *Sozialversicherungspflichtig Beschäftigte. Sozialversicherungspflichtig beschäftigte Marokkaner am Arbeitsort nach Wirtschaftsabschnitten WZ73*. Nürnberg, Allemagne, 21 décembre 2012.
- Bundesagentur für Arbeit (BA) (2021a), *Arbeitsmarkt in Zahlen. Arbeitsuchende und Arbeitslose nach Staatsangehörigkeit. März 2021*. Nürnberg, Allemagne, 1 juin 2021.

- Bundesagentur für Arbeit (BA) (2021b), *Beschäftigte nach Staatsangehörigkeiten (Quartalszahlen)*. 31. Dezember 2020. Nürnberg, Allemagne, 15 juillet 2021.
- Bundesagentur für Arbeit (BA) (2021c), *Beschäftigte nach Staatsangehörigkeiten (Quartalszahlen)*. 31. März 2021. Nürnberg, Allemagne, 15 octobre 2021.
- Bundesagentur für Arbeit (BA) (2021d), *Betriebe mit Kurzarbeit und Kurzarbeiter (konjunkturelles Kurzarbeitergeld nach § 96 SGB III)*. Mai 2021. Nürnberg, Allemagne, 31 décembre 2021.
- Bundesagentur für Arbeit (BA) (2021e), *Realisierte Kurzarbeit (hochgerechnet) (Monatszahlen)*. Dezember 2021. Nürnberg, Allemagne, 30 novembre 2021.
- Bundesamt für Migration (BFM) (2014): *Die marokkanische, die tunesische und die algerische Bevölkerung in der Schweiz*. Bern, Suisse, juin 2014.
- Bundesgesetzblatt (BGBl) (2019): *Fachkräfteeinwanderungsgesetz*. Berlin, Allemagne, 15 août 2019.
- Bundeskriminalamt (BKA) (2021), *Polizeiliche Kriminalstatistik Bundesrepublik Deutschland. Berichtsjahr 1993-2020*. Wiesbaden, Allemagne, périodique annuel 1 mai 1994 au 18 mai 2021.
- Bundesministerium der Finanzen (BMF) (2021), *Umfassende Coronahilfen für Unternehmen und Soloselbstständige*. Berlin, Allemagne, 22 décembre 2021.
- Bundesministerium der Justiz (BMJ) (2016), *Staatsangehörigkeitsgesetz*. Berlin, Allemagne, 11 octobre 2016.
- Bundesministeriums für Familie, Senioren, Frauen und Jugend (BMFSFJ) (2022), *Aktionsprogramm « Aufholen nach Corona für Kinder und Jugendliche »*. Berlin, Allemagne, 4 janvier 2022.
- Bundesministerium für Forschung und Bildung (BMBF) (2017), *Die wirtschaftliche und soziale Lage der Studierenden in Deutschland 2016. 21. Sozialerhebung des Deutschen Studentenwerks durchgeführt vom Deutschen Zentrum für Hochschul- und Wissenschaftsforschung*. Berlin, Allemagne.
- Bundesministerium für Forschung und Bildung (BMBF) (2022), *DigitalPakt*. Berlin, Allemagne, 4 janvier 2022.
- Bundesministerium für Wirtschaft und Energie (BMWi) (2019a), *Das duale Berufsausbildungssystem in Deutschland*. Berlin, Allemagne, 17 octobre 2019.
- Bundesministerium für Wirtschaft und Energie (BMWi) (2019b), *Fachkräftesicherung für deutsche Unternehmen im Ausland. Das « Skills Experts »-Programm des Bundesministeriums für Wirtschaft und Energie. Duale Berufsbildung – Ein wichtiger Baustein der Außenwirtschaftsförderung*. Berlin, Allemagne, 30 septembre 2019.
- Bundesministerium für Wirtschaft und Klimaschutz (BMWi) (2021a), *Erfolgsmodell Duale Ausbildung*. Berlin, Allemagne, 30 décembre 2021.
- Bundesministerium für Wirtschaft und Klimaschutz (BMWi) (2021b), *Skills Experts: Fachkräfte für deutsche Unternehmen im Ausland ausbilden und sichern*. Berlin, Allemagne, 30 décembre 2021.
- Bundeszentrale für politische Bildung (BpB) (2016), *Aus Politik und Zeitgeschichte. Maghreb*. APuZ 33–34/2016. Bonn, Allemagne, 15 août 2016.
- Bundeszentrale für politische Bildung (BpB) (2020), *Aus Politik und Zeitgeschichte. Schule*. APuZ 51/2020. Bonn, Allemagne, 20 décembre 2020.
- Deutsche Bundesbank (BBk) (2012), *Laufende Übertragungen. Transaktionswerte laut Zahlungsbilanzstatistik 1971 bis 2011*. Mainz, Allemagne, 27 décembre 2012.
- Deutsche Bundesbank (BBk) (2017), *Sekundäreinkommen der Bundesrepublik Deutschland. Transaktionswerte laut Zahlungsbilanzstatistik 2012 bis 2016*. Mainz, Allemagne, 18 octobre 2017.

- Deutsche Bundesbank (BBk) (2021), *Sekundäreinkommen der Bundesrepublik Deutschland. Transaktionswerte laut Zahlungsbilanzstatistik 2016 bis 2020*. Mainz, Allemagne, 30 novembre 2021.
- Deutscher Bundestag (BT) (2019), *Kurzarbeitergeld - Formen und Finanzierung*. Berlin, Allemagne, 25 septembre 2019.
- Deutsches Zentrum für Hochschul- und Wissenschaftsforschung (DZHW), *Finanzielle Probleme von Studierenden in der Corona-Pandemie und die Beantragung von Überbrückungshilfe*. DHZW Brief 05/2021. Hannover, Allemagne, 2021.
- Deutschlandradio (DLF) (2017), *Marokkos ehrgeizige Energiepolitik. Das größte Solarkraftwerk der Welt*. Köln, Allemagne, 25 juillet 2017.
- Fickermann D. / Edelstein B., (éd.) (2020), « *Langsam vermisste ich die Schule ...* ». *Schule während und nach der Corona-Pandemie*. Die Deutsche Schule. Zeitschrift für Erziehungswissenschaft, Bildungspolitik und pädagogische Praxis, Beiheft 16. Münster, Allemagne.
- Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ) (2021), *Angriff auf de Vries. Der unermüdliche Kämpfer*. Frankfurt am Main, Allemagne, 7 juillet 2021.
- Fuest C., (2020), *Wie wir unsere Wirtschaft retten. Der Weg aus der Corona-Krise*. Berlin, Allemagne.
- Haller D., (2021), *Tangier/Gibraltar – A Tale of One City. An Ethnography*. Bielefeld, Allemagne.
- Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) (2020), *Unterstützung für Marokko in der COVID-19-Pandemie*. Frankfurt am Main, Allemagne, 07 décembre 2020.
- Landtag Nordrhein-Westfalen (Landtag NRW) (2017), *Schlußbericht des Parlamentarischen Untersuchungsausschusses IV zu dem Auftrag des Landtags Nordrhein-Westfalen vom 27. Januar 2016. Drucksache 16/10798*. Düsseldorf, Allemagne, 31 mars 2017.
- Maas U., (2016), *Migrationsschwelle Sprachausbau. Ein gemeinsames Projekt mit Michael Bommes*. IMIS-Beiträge Cahier 50/2016. Institut für Migrationsforschung und Interkulturelle Studien. Osnabrück, Allemagne.
- Ministerium für Schule und Weiterbildung des Landes Nordrhein-Westfalen (MSW NRW) (2021), *Das Schulwesen in Nordrhein-Westfalen aus quantitativer Sicht. 2001/2002 - 2020/2021*. Düsseldorf, périodique annuel 1 août 2002 au 1 juillet 2021.
- Natter K., (2016), *Mehr als nur Herkunftsländer. Migrationsmuster in Algerien, Marokko und Tunesien*. Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), Berlin, Allemagne.
- Norddeutscher Rundfunk (NDR) (2020): *Mit der Sonne in die Zukunft. Energiepolitik in Marokko*. Hamburg, Allemagne, 22 septembre 2020.
- NTV Nachrichtenfernsehen (2018), *In Haft radikalisiert. Was wir über Chérif Chekatt wissen*. Köln, Allemagne, 12 décembre 2018.
- Pfeiffer C. / Baier D. / Kliem S., (2018), *Zur Entwicklung der Gewalt in Deutschland. Schwerpunkte: Jugendliche und Flüchtlinge als Täter und Opfer*. Zürich, Suisse, janvier 2018.
- Pott A. / Bouras-Ostmann K. / Hajji R. / Moket S., (éd.) (2014), *Jenseits von Rif und Ruhr. 50 Jahre marokkanische Migration nach Deutschland*. Wiesbaden, Allemagne.
- Schneiders Thorsten G., (éd.) (2013), *Die Araber im 21. Jahrhundert*. Wiesbaden, Allemagne.
- Der Spiegel (2016), *Anschläge von Brüssel « Mann mit Hut kann nach Frankreich abgeschoben werden*. Hamburg, Allemagne, 9 juin 2016.
- Statistisches Bundesamt (StBA) (2005), *Bevölkerung und Erwerbstätigkeit. Ausländische Bevölkerung sowie Einbürgerungen. 2003-2004. Fachserie 1 / Reihe 2*. Wiesbaden, Allemagne, périodique annuel 9 février 2005 au 27 octobre 2005.
- Statistisches Bundesamt (StBA) (2012), *Türkische und Marokkanische Bevölkerung nach Bundesländern im Jahr 1961*. Wiesbaden, Allemagne, 19 décembre 2012.

- Statistisches Bundesamt (StBA) (2017), *Ausländer: Deutschland, Geschlecht, Staatsangehörigkeit*. Wiesbaden, Allemagne, 18 novembre 2017.
- Statistisches Bundesamt (StBA) (2020), *Bildungsstand der Bevölkerung. 2010-2019*. Wiesbaden, Allemagne, périodique annuel 22 octobre 2010 au 25 novembre 2020.
- Statistisches Bundesamt (StBA) (2021a), *Ausländer: Deutschland, Geschlecht, Altersjahre, Registerzu- und -abgänge, Staatsangehörigkeit*. Wiesbaden, Allemagne, 24 août 2021.
- Statistisches Bundesamt (StBA) (2021b), *Bevölkerung: Deutschland, Altersjahre, Geschlecht. 31.12.2020*. Wiesbaden, Allemagne, 15 décembre 2021.
- Statistisches Bundesamt (StBA) (2021c), *Bevölkerung und Erwerbstätigkeit. Ausländische Bevölkerung. Ergebnisse des Ausländerzentralregisters. 2005-2020. Fachserie 1 / Reihe 2*. Wiesbaden, Allemagne, périodique annuel 7 juin 2006 au 29 mars 2021.
- Statistisches Bundesamt (StBA) (2021d), *Bevölkerung und Erwerbstätigkeit. Bevölkerung mit Migrationshintergrund. Ergebnisse des Mikrozensus. 2005-2020. Fachserie 1 / Reihe 2.2*. Wiesbaden, Allemagne, périodique annuel 23 août 2017 au 1 octobre 2021.
- Statistisches Bundesamt (StBA) (2021e), *Bevölkerung und Erwerbstätigkeit. Einbürgerungen. 2020. Fachserie 1 / Reihe 2.1*. Wiesbaden, Allemagne, 27 mai 2021.
- Statistisches Bundesamt (StBA) (2021f), *Bildung und Kultur. Allgemeinbildende Schulen. Schuljahr 2020/2021. Fachserie 11 / Reihe 1*. Wiesbaden, Allemagne, 17 septembre 2021.
- Statistisches Bundesamt (StBA) (2021g), *Bildung und Kultur. Studierende an Hochschulen. Wintersemester. 2003/2004-2020/2021. Fachserie 11 / Reihe 4.1*. Wiesbaden, Allemagne, périodique annuel septembre 2004 au 5 août 2021.
- Statistisches Bundesamt (StBA) (2021h), *Rechtspflege. Strafverfolgung. 2020. Fachserie 10 / Reihe 3*. Wiesbaden, Allemagne, périodique annuel 15 novembre 2010 au 21 décembre 2021.
- Statistisches Bundesamt (StBA) (2021i), *Rechtspflege. Strafvollzug. Demographische und kriminologische Merkmale der Strafgefangenen zum Stichtag 31.3. 2014-2021. Fachserie 10 / Reihe 4.1*. Wiesbaden, Allemagne, périodique annuel 18 février 2015 au 14 décembre 2021.
- Walburg C., (2014), *Migration und Jugenddelinquenz. Mythen und Zusammenhänge*. Berlin, Allemagne.
- Die Welt (2017), *Warum Marokko ein Schlüsselstaat für Spaniens Terror ist*. Berlin, Allemagne 18 août 2017.
- Westdeutscher Rundfunk (WDR), *Jung, männlich, marokkanisch - Wie ein Viertel unter Generalverdacht gerät*. Köln. Allemagne, 3 février 2016.